



*Liberté • Égalité • Fraternité*

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

**PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

# **RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS**

*Edition n° 01 du 06 janvier 2012*

**Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés** à la préfecture ou auprès des services concernés.

**Le recueil peut aussi être consulté :**

- sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :  
***[www.meurthe-et-moselle.gouv.fr](http://www.meurthe-et-moselle.gouv.fr)***
- aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,  
pendant deux mois à partir du 06 janvier 2012

## SOMMAIRE

<b>ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES.....</b>	<b>2</b>
<b>SOUS-PREFECTURE DE LUNEVILLE.....</b>	<b>2</b>
Bureau des actions locales et affaires interministérielles .....	2
Arrêté du 3 janvier 2012 modifiant les statuts de la Communauté de Communes des Vallées du Cristal .....	2
<b>PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....</b>	<b>2</b>
<b>DIRECTION DE L'ACTION LOCALE.....</b>	<b>2</b>
Bureau du contrôle de légalité et du conseil aux collectivités.....	2
Arrêté préfectoral du 18 décembre 2011 portant création du syndicat mixte fermé portant le nom de Pôle métropolitain « Sillon Lorrain » .....	2
Bureau des procédures environnementales.....	4
Arrêté n°54-2010-00182 du 27 décembre 2011 portant autorisation au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement concernant la demande d'autorisation de prélèvement d'eau des forages f1 et f2 sur la commune de Moineville par le SIE de Gravelotte et de la Vallée de l'Orme.....	4
Arrêté n°54-2011-00189 du 27 décembre 2011 portant complément à l'autorisation accordée par arrêté préfectoral en date du 22/10/04 au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement concernant les travaux d'aménagements hydrauliques de la Vezouze dans la traversée de la commune de Lunéville et imposant des prescriptions spécifiques relatives au classement de digues dans le secteur de la rue des hours commune de Lunéville .....	6
Arrêté du 29 décembre 2011 portant modification de la composition de la commission départementale de la nature, des paysages et de sites (CDNPS).....	8
Arrêté n°54-2010-00199 du 29 décembre 2011 portant autorisation au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement concernant l'autorisation de trois plans d'eau "La Basse Saint Jean" sur la commune de Bertrichamps.....	9
<b>SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT.....</b>	<b>13</b>
<b>AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE.....</b>	<b>13</b>
<b>DÉLÉGATION TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....</b>	<b>13</b>
Cellule personnes âgées.....	13
Arrêté ARS n° 2011/552 du 15 décembre 2011 fixant le calendrier prévisionnel 2012 des appels à projets médico-sociaux de compétence exclusive du Directeur général de l'Agence régionale de santé de Lorraine. ....	13
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES.....</b>	<b>14</b>
<b>AGRICULTURE – FORET - CHASSE.....</b>	<b>14</b>
Arrêté n° 426 du 16 décembre 2011 fixant les modalités de contrôle de l'exécution du plan de chasse de l'espèce « cerf-élaphe ».....	14
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA PROTECTION DES POPULATIONS.....</b>	<b>15</b>
<b>PROTECTION DES CONSOMMATEURS.....</b>	<b>15</b>
Arrêté du 29 décembre 2011 fixant le tarif des transports par taxis.....	15
<b>DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE LA COHESION SOCIALE .....</b>	<b>16</b>
<b>SOLIDARITE INSERTION.....</b>	<b>16</b>
Arrêté N° DDSC/SI/2011-159 du 16 décembre 2011 portant agrément pour l'exercice à titre individuel de l'activité de Mandataire Judiciaire à la Protection des Majeurs.....	16
Arrêté N° DDSC/SI/2011-160 du 16 décembre 2011 portant agrément pour l'exercice à titre individuel de l'activité de Mandataire Judiciaire à la Protection des Majeurs.....	17
Arrêté N° DDSC/SI/2011-161 du 16 décembre 2011 portant agrément pour l'exercice à titre individuel de l'activité de Mandataire Judiciaire à la Protection des Majeurs.....	17
Arrêté N° DDSC/SI/2011-162 du 16 décembre 2011 portant agrément pour l'exercice à titre individuel de l'activité de Mandataire Judiciaire à la Protection des Majeurs.....	18
Arrêté N° DDSC/SI/2011-163 du 16 décembre 2011 portant agrément pour l'exercice à titre individuel de l'activité de Mandataire Judiciaire à la Protection des Majeurs.....	18
Arrêté N° DDSC/SI/2011-164 du 16 décembre 2011 modifiant et complétant l'arrêté n° DDSC/SI/2010-74 du 16 février 2010 fixant la liste provisoire des mandataires judiciaires du département de Meurthe-et-Moselle.....	19
<b>AVIS ET COMMUNICATIONS.....</b>	<b>20</b>
<b>SERVICES DECONCENTRES.....</b>	<b>20</b>
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES.....</b>	<b>20</b>
<b>AMENAGEMENT DURABLE, URBANISME ET RISQUES.....</b>	<b>20</b>
Unité affaires transversales et contentieux.....	20
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 47082 du 3 janvier 2012 autorisant OPI/BE à exécuter des travaux sur la commune de Xonville.....	20
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 58257 du 3 janvier 2012 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Toul.....	21

**ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES****SOUS-PREFECTURE DE LUNEVILLE***Bureau des actions locales et affaires interministérielles***Arrêté du 3 janvier 2012 modifiant les statuts de la Communauté de Communes des Vallées du Cristal**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 5211-1 et suivants et L. 5214-2 et suivants ;  
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;  
Vu l'arrêté préfectoral du 08/09/2011 accordant délégation de signature à Monsieur Alexis ANDRES, sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville ;  
VU l'arrêté préfectoral du 15 décembre 2009 autorisant la création de la de la Communauté de Communes des Vallées du Cristal ;  
VU l'arrêté préfectoral du 16 décembre 2010 autorisant le retrait de la commune de Chenevières ;  
VU la délibération du conseil communautaire de la Communauté de Communes des Vallées du Cristal du 20 septembre 2011 modifiant l'article 6 des statuts « le siège de la communauté de communes des vallées du cristal est situé à Baccarat, 13 rue du port (54 120) » ;  
VU la lettre de consultation des communes membres du 28 septembre 2011 ;  
VU les délibérations concordantes des conseils municipaux des communes de :  
- AZERAILLES en date du 27 octobre 2011 ;  
- BACCARAT en date du 12 décembre 2011 ;  
- BERTRICHAMPS en date du 25 octobre 2011 ;  
- BROUVILLE en date du 26 octobre 2011 ;  
- DENEUVRE en date du 28 octobre 2011 ;  
- FLIN en date du 17 octobre 2011 ;  
- FONTENOY LA JOUTE du 20 octobre 2011 ;  
- GELACOURT en date du 21 octobre 2011 ;  
- GLONVILLE en date du 24 novembre 2011 ;  
- HABLAINVILLE en date du 27 novembre 2011 ;  
- MERVILLER en date du 24 novembre 2011 ;  
- THIAVILLE SUR MEURTHE en date du 10 novembre 2011 ;  
- VAXAINVILLE en date du 21 octobre 2011 ;  
approuvant la modification des statuts ;  
CONSIDERANT que la majorité qualifiée requise par les articles L 5211-5 et L 5211-20 du code général des collectivités territoriales est atteinte

**ARRETE**

**Article 1er** : l'article 6 des statuts de la communauté de communes des vallées du cristal est modifié comme suit : « le siège de la communauté de communes des vallées du cristal est situé à Baccarat, 13 rue du port (54 120) » ;

**Article 2** : Le sous-préfet de Lunéville et le président de la communauté de communes des vallées du cristal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Lunéville, le 3 janvier 2012

Pour le Préfet,  
et par délégation,  
Le Sous-Préfet de Lunéville,  
Alexis ANDRES

*DELAIS et VOIES de RECOURS : le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les deux mois à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).*

**PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE****DIRECTION DE L'ACTION LOCALE***Bureau du contrôle de légalité et du conseil aux collectivités***Arrêté préfectoral du 18 décembre 2011 portant création du syndicat mixte fermé portant le nom de Pôle métropolitain « Sillon Lorrain »**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L5731-1 et suivants, et L5711-1-1 et suivants ;  
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;  
VU les délibérations concordantes des collectivités suivantes demandant la création du " Pôle métropolitain « sillon lorrain »":  
- Communauté d'agglomération Portes de France – Thionville en date du 15 septembre 2011,  
- Communauté d'agglomération Metz-Métropole en date du 1er juillet 2011  
- Communauté urbaine du Grand Nancy en date du 1er juillet 2011,  
- Communauté d'agglomération Epinal-Golbey en date du 4 juillet 2011 ;  
VU les avis favorables des assemblées délibérantes suivantes :  
- Conseil régional de Lorraine en date des 15 et 16 décembre 2011,  
- Conseil général de la Moselle en date du 8 décembre 2011,  
- Conseil général de Meurthe-et-Moselle du 5 décembre 2011,  
- Conseil général des Vosges en date du 14 décembre 2011 ;  
VU les statuts du syndicat ;  
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

**ARRETE**

**Article 1er** : Est autorisée entre :

- La Communauté d'agglomération Portes de France – Thionville,
- La Communauté d'agglomération Metz-Métropole,

- La Communauté urbaine du Grand Nancy,  
 - La Communauté d'agglomération Epinal-Golbey,  
 la création d'un syndicat mixte fermé qui porte le nom de :  
 "Pôle métropolitain « sillon lorrain »"

**Article 2 :** Le pôle métropolitain est constitué en vue d'actions d'intérêt métropolitain en matière de développement économique, de promotion de l'innovation, de la recherche, de l'enseignement supérieur et de la culture, d'aménagement de l'espace par la coordination des schémas de cohérence territoriale (...), de développement des infrastructures et des services de transport (...) afin de promouvoir un développement durable du pôle métropolitain et d'améliorer la compétitivité et l'attractivité de son territoire, ainsi que l'aménagement du territoire infra-départemental et infra-régional.

Les établissements publics fondateurs confient au Pôle Métropolitain les actions de marketing territorial, de la mobilité, des transports et des déplacements et les actions d'ingénierie transfrontalière et européenne au profit du développement économique, des transports et de l'aménagement du territoire.

Ultérieurement, dans les limites fixées par la loi, les EPCI membres du Pôle Métropolitain pourront lui confier d'autres actions ou compétences selon les modalités prévues par les textes.

**Article 3 :** Le siège du syndicat est situé 10 rue Victor Poirel à Nancy (54000).

**Article 4 :** Le Pôle Métropolitain est administré par un comité syndical composé de 20 délégués titulaires élus par les EPCI membres en leur sein pour la durée du mandat.

La répartition des 20 sièges est effectuée sur la base du poids démographique de chaque intercommunalité à raison de :

- 3 délégués par intercommunalité quelque que soit sa population, dont un représentant de la ville centre en la personne du Maire ès qualité.
- un délégué supplémentaire pour chacune des strates de population :
- de 0 à 100 000 habitants
- de 100 à 200 000 habitants
- au-dessus de 200 000 habitants

Soit lors de la création :

- 4 délégués titulaires représentants la Communauté d'agglomération Portes de France Thionville dont le maire de Thionville ou son représentant.

- 6 délégués titulaires représentants la Communauté d'agglomération Metz Métropole, dont le maire de Metz ou son représentant.

- 6 délégués titulaires représentants la Communauté Urbaine du Grand Nancy, dont le maire de Nancy ou son représentant.

- 4 délégués titulaires représentants la Communauté d'agglomération d'Epinal-Golbey, dont le maire d'Epinal ou son représentant.

La pondération démographique est réexaminée lors de chaque renouvellement général des conseils communautaires.

**Article 5 :** Le syndicat est institué pour une durée illimitée.

**Article 6 :** Les fonctions de comptable du syndicat sont assurées par le trésorier de Nancy-Municipal.

**Article 7 :** Les statuts approuvés resteront annexés au présent arrêté.

**Article 8 :** Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux collectivités membres du syndicat et à la directrice départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle, aux préfets de la région Lorraine et des Vosges et qui sera inséré aux recueils des actes administratifs des préfectures de Meurthe-et-Moselle, de Moselle et des Vosges.

Nancy, le 18 décembre 2011

Le Préfet,  
 Raphaël BARTOLT

## STATUTS

### Pôle métropolitain « sillon lorrain »

Préambule :

Afin de favoriser la compétitivité et le rayonnement du «sillon lorrain» et l'attractivité de son territoire, dans une perspective de développement durable, les établissements publics de coopération intercommunale et leurs villes centres ont fondé le Sillon Lorrain, association sans but lucratif régie par la loi de 1901 pour concourir à la réalisation de cet objectif général.

La loi n° 2010-1563 du 17 décembre 2010 portant réforme des collectivités territoriales crée un nouvel établissement public constitué par accord entre des établissements de coopération intercommunale à fiscalité propre en vue d'actions d'intérêt métropolitain.

Cette nouvelle structure, qui est organisée et qui fonctionne pour l'essentiel de façon comparable à celle des syndicats mixtes fermés, répond bien à la libre volonté des partenaires de coopérer en matière de réflexion et de recherche et d'élaborer des projets communs de développement au sein d'un périmètre de solidarité et leur permet d'envisager une meilleure adéquation à l'objectif poursuivi, que la forme juridique associative.

**Article 1er :** liste des membres - périmètre :

Conformément au Titre III, Livre VII, cinquième partie du Code Général des Collectivités Territoriales, Chapitre Unique «Pôle Métropolitain», article L.5731-1, L.5731 -2, L.5731.3, et par délibérations concordantes, les Etablissements Publics de Coopération Intercommunale suivants:

- Communauté d'agglomération Portes de France Thionville,
- Communauté d'agglomération Metz Métropole,
- Communauté urbaine du Grand Nancy,
- Communauté d'agglomération Epinal-Golbey,

Prennent l'initiative de demander la constitution d'un Pôle Métropolitain dénommé « Sillon Lorrain » à Monsieur le préfet de Meurthe et Moselle, après consultation préalable de la Région Lorraine et des Départements de Moselle, de Meurthe et Moselle, et des Vosges.

Le périmètre du Pôle Métropolitain est la somme des périmètres des EPCI le composant.

**Article 2 :** Siège :

Le siège du Pôle Métropolitain est fixé 10 rue Victor Poirel à Nancy

**Article 3 :** Durée :

Le Pôle Métropolitain est créé pour une durée illimitée;

**Article 4 :** répartition des sièges :

Le Pôle Métropolitain est administré par un comité syndical composé de 20 délégués titulaires élus par les EPCI membres en leur sein pour la durée du mandat.

La répartition des 20 sièges est effectuée sur la base du poids démographique de chaque intercommunalité à raison de :

- 3 délégués par intercommunalité quelque que soit sa population, dont un représentant de la ville centre en la personne du Maire ès qualité.
- un délégué supplémentaire pour chacune des strates de population :
- de 0 à 100 000 habitants
- de 100 à 200 000 habitants
- au-dessus de 200 000 habitants

Soit lors de la création :

- 4 délégués titulaires représentants la Communauté d'agglomération Portes de France Thionville dont Monsieur le Maire de Thionville ou son représentant.

- 6 délégués titulaires représentants la Communauté d'agglomération Metz Métropole, dont Monsieur le Maire de Metz ou son représentant.

- 6 délégués titulaires représentants la Communauté Urbaine du Grand Nancy, dont Monsieur le maire de Nancy ou son représentant.

- 4 délégués titulaires représentants la Communauté d'agglomération d'Epinal-Golbey, dont Monsieur le Maire d'Epinal ou son représentant. La pondération démographique est réexaminée lors de chaque renouvellement général des conseils communautaires.

**Article 5 : compétences :**

La loi prévoit que le pôle métropolitain est constitué en vue d'actions d'intérêt métropolitain en matière de développement économique, de promotion de l'innovation, de la recherche, de l'enseignement supérieur et de la culture, d'aménagement de l'espace par la coordination des schémas de cohérence territoriale(. . .), de développement des infrastructures et des services de transport(...) afin de promouvoir un développement durable du pôle métropolitain et d'améliorer la compétitivité et l'attractivité de son territoire, ainsi que l'aménagement du territoire infra-départemental et infra-régional.

Les établissements publics fondateurs confient au Pôle Métropolitain les actions de marketing territorial, de la mobilité, des transports et des déplacements et les actions d'ingénierie transfrontalière et européenne au profit du développement économique, des transports et de l'aménagement du territoire.

Ultérieurement, dans les limites fixées par la loi, les EPCI membres du Pôle Métropolitain, pourront lui confier d'autres actions ou compétences selon les modalités prévues par les textes.

**Article 6 : administration :**

Le conseil métropolitain, organe délibérant, est composé des 20 délégués titulaires élus par leurs pairs parmi les conseillers communautaires des EPCI membres pour la même durée. Il fonctionne selon les règles usuelles du Code Général des Collectivités Territoriales

Le bureau est composé de 8 membres: il comprend les présidents des 4 établissements publics de coopération intercommunale et les maires des 4 villes-centres

Il peut recevoir délégation de l'organe délibérant à l'exception du vote du budget, des fixation des taux, de l'approbation du compte administratif, des décisions de modifications statutaires initiales de fonctionnement du pôle, de l'adhésion à un autre EPIC, de la délégation de gestion d'un service public, des dispositions en matière d'aménagement de l'espace métropolitain.

Le président, organe exécutif est élu par le Conseil Métropolitain parmi les Présidents des 4 EPCI.

Il exerce ses fonctions conformément aux règles du CGCT et rend compte des travaux du bureau à l'organe délibérant.

Un règlement intérieur sera établi dans les 6 mois de l'installation du conseil métropolitain.

**Article 7 : Budget :**

Les ressources proviennent essentiellement des contributions des EPCI membres, des concours financiers de l'Etat ou d'autres collectivités,

**Article 8 : comptable assignataire :**

Le comptable du pôle métropolitain « Sillon Lorrain » est le trésorier de Nancy-Municipale

**Article 9 : Autres dispositions :**

Pour toutes les autres modalités d'organisation et de fonctionnement qui ne seraient pas précisées dans les présents statuts, le pôle métropolitain « Sillon Lorrain » est régi par les dispositions applicables aux syndicats mixtes fermés (article L .5711-1 du CGCT) et aux pôles métropolitains (articles L .5731-1 à 3 du CGCT.)

**Article 10 : Mise en œuvre des statuts :**

Les présents statuts font l'objet de délibérations concordantes des 4 EPCI, membres fondateurs du pôle métropolitain.

Les activités du Pôle Métropolitain s'exercent à compter de la date de publication de l'arrêté préfectoral portant création.

Préfecture de Meurthe-et-Moselle

Vu pour être annexé à l'arrêté en date de ce jour

Nancy, le 18 décembre 2011

Le Préfet,  
Raphaël BARTOLT

---

*Bureau des procédures environnementales***Arrêté n°54-2010-00182 du 27 décembre 2011 portant autorisation au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement concernant la demande d'autorisation de prélèvement d'eau des forages f1 et f2 sur la commune de Moineville par le SIE de Gravelotte et de la Vallée de l'Orne**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L. 211-1, L. 214-1 à L. 214-6 et R. 214-1 à R. 214-56 ;

VU le code de l'expropriation et notamment les articles R. 11-4 à R. 11-14 ;

VU l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 fixant les prescriptions générales applicables aux prélèvements soumis à autorisation en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant des rubriques 1.1.2.0, 1.2.1.0, 1.2.2.0 ou 1.3.1.0 de la nomenclature définie au tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement

VU l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature annexée au tableau de l'article R214-1 du code de l'environnement.

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) ;

VU le dossier de demande d'autorisation complet et régulier déposé au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement reçu le 06/12/2010, présenté par le SYNDICAT INTERCOMMUNAL DES EAUX DE GRAVELOTTE ET DE LA VALLEE DE L'ORNE représenté par son Président, Monsieur pierre KELLER, enregistré sous le n° 54-2010-00182 et relatif à la demande de régularisation du prélèvement d'eau et des forages F1 et F2 de Moineville ;

VU les conventions du 9 décembre 1998 et du 9 juillet 2002 signées entre le SYNDICAT INTERCOMMUNAL DES EAUX DE GRAVELOTTE ET DE LA VALLEE DE L'ORNE et le SYNDICAT INTERCOMMUNAL DES EAUX du SOIRON, dans lesquelles le SIE du SOIRON mandate le SIEGVO pour l'exploitation des forages F1 et F2, dont ils sont copropriétaires.

VU l'enquête publique réglementaire qui s'est déroulée du 27/05/2011 au 09/06/2011 ;

VU le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur déposés le 28 juillet 2011 ;

VU le rapport rédigé par le service police de l'eau en date du 18 novembre 2011;

VU l'avis du CODERST en date du 8 décembre 2011 ;

CONSIDERANT que les prescriptions du présent arrêté permettent de garantir une gestion globale et équilibrée de la ressource en eau ;

CONSIDERANT que le pétitionnaire n'a pas émis d'avis dans le délai de 15 jours qui lui est réglementairement imparti sur le projet d'arrêté d'autorisation qui lui a été transmis ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de MEURTHE-ET-MOSELLE ;

**ARRETE**

## Titre I OBJET DE L'AUTORISATION

**Article 1er : Copropriété des forages F1 et F2**

Le SIEGVO et le SIE du SOIRON sont propriétaires à 50% des installations de forage F1 et F2.

Conformément aux conventions du 9 décembre 1998 et du 9 juillet 2002 signées entre ces deux syndicats, le SIE du SOIRON mandate le SIEGVO pour l'exploitation et l'entretien des 2 forages.

**Article 2 : Volume maximum prélevé**

Le pétitionnaire, le SYNDICAT INTERCOMMUNAL DES EAUX DE GRAVELOTTE ET DE LA VALLEE DE L'ORNE représenté par son Président est autorisé en application de l'article L. 214-3 du code de l'environnement, sous réserve des prescriptions énoncées aux articles suivants, à réaliser l'opération suivante : prélèvement d'eau sur les forages F1 et F2 sur la commune de Moineville, pour :

- un volume annuel maximum de 4,38 millions de m<sup>3</sup>/an,

- un volume journalier de pointe de 12 000 m<sup>3</sup>/j,

Les rubriques définies au tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement concernées par cette opération sont les suivantes :

Rubrique	Intitulé	Régime
1.1.1.0	Sondage, forage y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau (D)	Déclaration (régularisation)
1.1.2.0	Prélèvements permanents ou temporaires issus d'un forage, puits ou ouvrage souterrain dans un système aquifère à l'exclusion de nappes d'accompagnement de cours d'eau, par pompage, drainage, dérivation ou tout autre procédé, le volume total prélevé étant : 1° Supérieur ou égal à 200.000 m <sup>3</sup> /an (A) 2° Supérieur à 10.000 m <sup>3</sup> /an mais inférieur à 200.000 m <sup>3</sup> /an (D)	Autorisation (régularisation)

### Article 3 : Caractéristiques des ouvrages de prélèvements

- Le forage F1

Date de réalisation : 1999

Situation : commune de Moineville, Section ZC – parcelle 184

Coordonnées géographiques (Lambert 93) : X=915 473 m ; Y=6 905 323 m

N° d'identification nationale : 0137-7X-0210

Caractéristiques du forage : le forage a une profondeur de 119,9 m, il rencontre la galerie minière entre 116 m et 118,90 m, il est destiné au pompage des eaux du réservoir minier de Valleroy.

- Le forage F2

Date de réalisation : 2002

Situation : commune de Moineville, Section ZC – parcelle 183

Coordonnées géographiques (Lambert 93) : X=915 486 m ; Y=6 905 305 m

N° d'identification nationale : 0137-7X-0221

Caractéristiques du forage : le forage a une profondeur de 120,8 m, il rencontre la galerie minière entre 116,50 m et 119,50 m, il est destiné au pompage des eaux du réservoir minier de Valleroy.

### Titre II PRESCRIPTIONS

#### Article 4 : Prescriptions spécifiques relatives à la mesure du débit journalier

Un dispositif permettant le respect du débit maximal journalier de 12 000 m<sup>3</sup>, ainsi que son contrôle, devra être mis en place sous un délai de deux mois à compter de la date de signature du présent arrêté.

Les quantités prélevées sont comptabilisées et enregistrées de façon journalière afin de pouvoir contrôler le volume maximum autorisé.

#### Article 5 : Prescriptions générales relatives à certaines rubriques

Le pétitionnaire doit respecter les prescriptions générales définies dans l'arrêté du 11 septembre 2003 portant application du décret n°96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux prélèvements soumis à autorisation en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant des rubriques 1.1.2.0, 1.2.1.0, 1.2.2.0 ou 1.3.1.0 de la nomenclature définie au tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement ci joint.

Le pétitionnaire doit respecter les prescriptions générales définies dans l'arrêté du 11 septembre 2003 portant application du décret n°96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant des rubriques 1.1.1.0 de la nomenclature définie au tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement ci joint.

### Titre III DISPOSITIONS GENERALES

#### Article 6 : Conformité au dossier et modifications

Les installations, ouvrages, travaux ou activités, objets de la présente autorisation, sont situés, installés et exploités conformément aux plans et contenu du dossier de demande d'autorisation sans préjudice des dispositions de la présente autorisation.

Toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation doit être porté, avant sa réalisation à la connaissance du préfet, conformément aux dispositions de l'article R. 214-18 du code de l'environnement.

#### Article 7 : Caractère de l'autorisation

L'autorisation est accordée à titre personnel, précaire et révocable sans indemnité de l'État exerçant ses pouvoirs de police.

Faute pour le permissionnaire de se conformer dans le délai fixé aux dispositions prescrites, l'administration pourra prononcer la déchéance de la présente autorisation et, prendre les mesures nécessaires pour faire disparaître aux frais du permissionnaire tout dommage provenant de son fait, ou pour prévenir ces dommages dans l'intérêt de l'environnement de la sécurité et de la santé publique, sans préjudice de l'application des dispositions pénales relatives aux infractions au code de l'environnement.

Il en sera de même dans le cas où, après s'être conformé aux mesures prescrites, le permissionnaire changerait ensuite l'état des lieux fixé par cette présente autorisation, sans y être préalablement autorisé, ou s'il ne maintenait pas constamment les installations en état normal de bon fonctionnement.

#### Article 8 : Déclaration des incidents ou accidents

Le permissionnaire est tenu de déclarer, dès qu'il en a connaissance, au préfet les accidents ou incidents intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités faisant l'objet de la présente autorisation, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 211-1 du code de l'environnement.

Sans préjudice des mesures que pourra prescrire le préfet, le maître d'ouvrage devra prendre ou faire prendre les dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'incident ou accident, pour évaluer ses conséquences et y remédier.

Le permissionnaire demeure responsable des accidents ou dommages qui seraient la conséquence de l'activité ou de l'exécution des travaux et de l'aménagement.

#### Article 9 : Accès aux installations

Les agents chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations, ouvrages, travaux ou activités autorisés par la présente autorisation, dans les conditions fixées par le code de l'environnement. Ils pourront demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté.

#### Article 10 : Droit des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

#### Article 11 : Autres réglementations

La présente autorisation ne dispense en aucun cas le permissionnaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

**Article 12 : Publication et information des tiers**

Un avis au public faisant connaître les termes de la présente autorisation sera publié à la diligence des services de la Préfecture de MEURTHE-ET-MOSELLE, et aux frais du demandeur, en caractères apparents, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département de MEURTHE-ET-MOSELLE.

Une copie de la présente autorisation sera transmise pour information aux conseils municipaux des communes de Moineville, Moutiers, Valleroy et Auboué

Un extrait de la présente autorisation énumérant notamment les motifs qui ont fondé la décision ainsi que les principales prescriptions auxquelles cette autorisation est soumise sera affiché dans les mairies dont la liste est annexée au présent arrêté pendant une durée minimale d'un mois.

Un exemplaire du dossier de demande d'autorisation sera mis à la disposition du public pour information à la Préfecture de MEURTHE-ET-MOSELLE, ainsi que dans les mairies de Moineville, Moutiers, Valleroy et Auboué.

La présente autorisation sera à disposition du public sur le site Internet de la préfecture de MEURTHE-ET-MOSELLE pendant une durée d'au moins 1 an.

**Article 13 : Voies et délais de recours**

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement :

par les tiers dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage en mairie prévu au R. 214-19 du code de l'environnement. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage du présent arrêté, le délai de recours continue jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service ;

par le pétitionnaire dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle le présent arrêté lui a été notifié.

Dans le même délai de deux mois, le pétitionnaire peut présenter un recours gracieux. Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R. 421-2 du code de justice administrative.

**Article 14 : Exécution – Diffusion**

Le secrétaire général de la préfecture de MEURTHE-ET-MOSELLE,

Les maires des communes de Moineville, Moutiers, Valleroy et Auboué,

Le directeur départemental des territoires de MEURTHE-ET-MOSELLE,

Le commandant du Groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au SIEGVO, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de MEURTHE-ET-MOSELLE et dont une copie sera tenue à la disposition du public dans les mairies de Moineville, Moutiers, Valleroy et Auboué.

Une copie de l'arrêté sera également transmise, pour information, à l'ARS, au SIE du SOIRON et à l'ONEMA.

Nancy, le 27 décembre 2011

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le secrétaire général absent,  
La Sous-Préfète de Brieu,  
Christine BOEHLER

*L'arrêté du 11 septembre 2003 portant application du décret n°96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux prélèvements soumis à autorisation en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant des rubriques 1.1.2.0, 1.2.1.0, 1.2.2.0 ou 1.3.1.0 de la nomenclature définie au tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement est consultable au bureau des procédures environnementales à la préfecture de Meurthe-et-Moselle.*

**Arrêté n°54-2011-00189 du 27 décembre 2011 portant complément à l'autorisation accordée par arrêté préfectoral en date du 22/10/04 au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement concernant les travaux d'aménagements hydrauliques de la Vezouze dans la traversée de la commune de Lunéville et imposant des prescriptions spécifiques relatives au classement de digues dans le secteur de la rue des hours commune de Lunéville**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L. 211-1, L. 211-3, L. 214-1 à L. 241-6, R. 214-1 à R. 214-56 et R. 214-112 à R. 214-147 ;

VU l'arrêté du 29 février 2008 fixant des prescriptions relatives à la sécurité et à la sûreté des ouvrages hydrauliques ;

VU l'arrêté du 12 juin 2008 définissant le plan de l'étude de dangers et des digues et en précisant le contenu

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 22/10/2004 portant autorisation au titre du code de l'environnement et relatif aux TRAVAUX D'AMÉNAGEMENTS HYDRAULIQUES DE LA VEZOUEZ DANS LA TRAVERSEE DE LA COMMUNE DE LUNEVILLE ;

VU le dossier de demande d'arrêté complémentaire d'autorisation complet et régulier déposé au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement reçu le 14/04/2011, présenté par la COMMUNAUTE DE COMMUNES DU LUNEVILLOIS représenté par son Président, enregistré sous le n° 54-2011-00189 et relatif à l'opération susvisée ;

VU le rapport rédigé par le service police de l'eau en date du 23 novembre 2011 ;

VU l'avis du CODERST en date du 8 décembre 2011 ;

CONSIDERANT que les prescriptions du présent arrêté permettent de garantir une gestion globale et équilibrée de la ressource en eau ;

CONSIDERANT les informations fournies par la COMMUNAUTE DE COMMUNES DU LUNEVILLOIS ;

CONSIDERANT les caractéristiques techniques de la digue au sens de l'article R.214-113 du code de l'environnement notamment sa hauteur maximum de 1,45m ainsi que la population protégée sur la commune de LUNEVILLE qui s'élève à environ 200 habitants ;

CONSIDERANT que le pétitionnaire, sollicité par courrier en date du 12 décembre 2011 concernant le projet du présent arrêté ; n'a pas émis d'avis dans le délai de 15 jours qui lui est réglementairement imparti sur le projet d'arrêté d'autorisation qui lui a été transmis ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de MEURTHE-ET-MOSELLE ;

**ARRETE**

**Titre I OBJET DU COMPLEMENT A L'AUTORISATION**

**Article 1er : Objet du complément à l'autorisation**

Le présent arrêté précise l'implantation de diguettes prévues à l'article 1-2-3-3 de l'arrêté préfectoral du 22 octobre 2004 susvisé. Les autres dispositions dudit arrêté susvisé restent inchangées.

Le pétitionnaire, COMMUNAUTE DE COMMUNES DU LUNEVILLOIS représenté par son président, est autorisé en application de l'article L. 214-3 du code de l'environnement, sous réserve des prescriptions énoncées aux articles suivants, à réaliser sur la commune de LUNEVILLE la CREATION DE MURS DE PROTECTION CONTRE LES CRUES ET LA MISE EN PLACE DE BATARDEAU AU DROIT DES VOIRIES

d'une part sur les parcelles AK 33, 34 et 37 et à l'extrémité de la rue des Hours et d'autre part sur la parcelle AK 24 et 25 et sur le sentier dit « du trou du Cochon » au droit de la parcelle AK 324.

Les rubriques définies au tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement concernées par cette opération sont les suivantes :

Rubrique	Intitulé	Régime
3.2.6.0	Digues à l'exception de celles visées à la rubrique 3.2.5.0 : 1° de protection contre les inondations et les submersions (A) 2° de rivières canalisées (D)	Autorisation

#### **Article 2 : Caractéristiques des ouvrages**

Le projet doit protéger cette zone habitée d'une crue atteignant la cote 222,80 m correspondant à la crue de référence de la Vezouze dans ce secteur.

##### **2.1 Extrémité de la rue des Hours**

L'ouvrage est constitué par un mur, d'une hauteur maximum 0,40m et par un batardeau amovible de 12 m de large. Le batardeau s'appuie d'une part sur le mur construit sur les parcelles AK 33 et 34 et d'autre part sur un pilier au droit de la parcelle AK 406.

##### **2.2 Secteur du sentier dit « du trou du Cochon »**

L'ouvrage est constitué par un mur, d'une hauteur maximum 1,45m et par un batardeau amovible de 4 m de large. Le batardeau s'appuie d'une part sur le mur construit sur les parcelles AK 24 et 29 et d'autre part sur un pilier au droit de la parcelle AK 323. Un drain sera mis en place à l'aval du mur et raccordé sur le réseau existant. Une étanchéité horizontale de 4,50m de large est mise en place à l'amont du mur.

#### **Titre II CLASSE DE L'OUVRAGE ET PRESCRIPTIONS**

#### **Article 3 : Classe de l'ouvrage**

Les murs projetés ou existants et les levées de terre constituent un seul ouvrage de protection contre les crues des habitations situées rue des Hours, rue Louis Gervais, rue Henri Desmaret et l'extrémité des rues Jean-Baptiste Anet et Françoise Graffigny. Cet ouvrage est une digue au sens de l'article R. 214-113 du code de l'environnement. Elle relève de la classe C.

#### **Article 4 : Prescriptions**

##### **4.1 Prescriptions relatives à l'ouvrage**

La digue, constituée par les murs projetés ou existants et les levées de terre, doit être rendue conforme aux dispositions des articles R. 214-115 à R. 214-125, R. 214-143, R. 214-144, R. 214-146 et R. 214-147 du code de l'environnement et aux arrêtés du 29 février 2008 et du 12 juin 2008 suivant les délais et modalités suivantes :

- constitution du dossier de l'ouvrage avant le 01/09/2012;
  - description de l'organisation mise en place pour assurer l'exploitation et la surveillance de l'ouvrage, notamment en période de crues avant le 01/09/2012;
  - production et transmission pour approbation par le préfet des consignes écrites avant le 01/09/2012 ;
  - transmission au service de police de l'eau du rapport de surveillance avant le 01/09/2012 puis tous les 5 ans ;
  - transmission au service de police de l'eau du compte-rendu des visites techniques approfondies avant le 01/09/2012 puis tous les 2 ans ;
- Un diagnostic de sûreté tel que prévu par l'article R. 214-146 du code de l'environnement et l'article 8 de l'arrêté du 29 février 2008 susvisé de la digue, constituée par les murs projetés ou existants et les levées de terre, est à réaliser avant le 01/09/2012.
- Une étude de dangers de la digue, constituée par les murs projetés ou existants et les levées de terre, est à produire avant le 31/12/2014.

##### **4.2 Prescriptions relatives aux travaux**

Les travaux doivent être conçus et réalisés par un maître d'œuvre agréé dont les obligations sont décrites à l'article R214-120 du code de l'environnement. Le maître d'œuvre agréé devra notamment viser les notes de calculs et les plans d'exécution de l'entreprise et contrôler que les hypothèses hydrauliques et hydrologiques sont bien prises en compte (cas de charge hydraulique, Niveau des Plus Hautes Eaux, revanche, déversoir de sécurité, portance du sol, calcul des tassements....).

Les fonds de fouilles des semelles des murs devront être réceptionnés par le géotechnicien qui a réalisé l'étude géotechnique. Le procès verbal de fouilles devra être transmis au service police de l'eau.

#### **Article 5 : Délais de réalisation des murs et batardeaux**

Les travaux doivent être réalisés dans un délai de deux ans à compter de la signature du présent arrêté.

#### **Titre III DISPOSITIONS GENERALES**

#### **Article 6 : Conformité au dossier et modifications**

Les installations, ouvrages, travaux ou activités, objets de la présente autorisation, sont situés, installés et exploités conformément aux plans et contenu du dossier transmis sans préjudice des dispositions de la présente autorisation.

Toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation doit être porté, avant sa réalisation à la connaissance du préfet, conformément aux dispositions de l'article R. 214-18 du code de l'environnement.

#### **Article 7 : Changement de bénéficiaire de l'autorisation :**

Lorsque le bénéfice de l'autorisation ou de la déclaration est transmis à une autre personne que celle qui était mentionnée au dossier de demande d'autorisation ou au dossier de déclaration, le nouveau bénéficiaire en fait la déclaration au préfet, dans les trois mois qui suivent la prise en charge de l'ouvrage, de l'installation, des travaux ou des aménagements ou le début de l'exercice de son activité, conformément à l'article R. 214-45 du code de l'environnement.

#### **Article 8 : Début et fin des travaux – Mise en service**

Le pétitionnaire doit informer le service de police de l'eau instructeur du présent dossier des dates de démarrage et de fin des travaux au minimum 1 mois avant les dates prévues.

#### **Article 9 : Caractère de l'autorisation**

L'autorisation est accordée à titre personnel, précaire et révocable sans indemnité de l'État exerçant ses pouvoirs de police.

Faute pour le permissionnaire de se conformer dans le délai fixé aux dispositions prescrites, l'administration pourra prononcer la déchéance de la présente autorisation et, prendre les mesures nécessaires pour faire disparaître aux frais du permissionnaire tout dommage provenant de son fait, ou pour prévenir ces dommages dans l'intérêt de l'environnement de la sécurité et de la santé publique, sans préjudice de l'application des dispositions pénales relatives aux infractions au code de l'environnement.

Il en sera de même dans le cas où, après s'être conformé aux mesures prescrites, le permissionnaire changerait ensuite l'état des lieux fixé par cette présente autorisation, sans y être préalablement autorisé, ou s'il ne maintenait pas constamment les installations en état normal de bon fonctionnement.

#### **Article 10 : Déclaration des incidents ou accidents**

Le permissionnaire est tenu de déclarer, dès qu'il en a connaissance, au préfet les accidents ou incidents intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités faisant l'objet de la présente autorisation, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 211-1 du code de l'environnement.

Sans préjudice des mesures que pourra prescrire le préfet, le maître d'ouvrage devra prendre ou faire prendre les dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'incident ou accident, pour évaluer ses conséquences et y remédier.

Le permissionnaire demeure responsable des accidents ou dommages qui seraient la conséquence de l'activité ou de l'exécution des travaux et de l'aménagement.

#### **Article 11 : Evénements importants pour la sûreté hydraulique**

Le gestionnaire déclarera tout événement important pour la sûreté hydraulique conformément aux dispositions de l'arrêté du 21 mai 2010.



**Article 12 : Accès aux installations**

Les agents chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations, ouvrages, travaux ou activités autorisés par la présente autorisation, dans les conditions fixées par le code de l'environnement. Ils pourront demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté.

**Article 13 : Droit des tiers**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

**Article 14 : Autres réglementations**

La présente autorisation ne dispense en aucun cas le permissionnaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

**Article 15 : Publication et information des tiers**

Un avis au public faisant connaître les termes du présent arrêté sera publié à la diligence des services de la Préfecture de MEURTHE-ET-MOSELLE, et aux frais du demandeur, en caractères apparents, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département de MEURTHE-ET-MOSELLE.

Un extrait du présent arrêté énumérant notamment les motifs qui ont fondé la décision ainsi que les principales prescriptions auxquelles cette autorisation est soumise sera affiché dans la mairie de LUNEVILLE pendant une durée minimale d'un mois.

Un exemplaire du dossier de demande d'arrêté complémentaire d'autorisation sera mis à la disposition du public pour information à la Préfecture de MEURTHE-ET-MOSELLE, ainsi qu'à la mairie de la commune de LUNEVILLE.

Le présent arrêté sera à disposition du public sur le site Internet de la préfecture de MEURTHE-ET-MOSELLE pendant une durée d'au moins 1 an.

**Article 16 : Voies et délais de recours**

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement :

- par les tiers dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage en mairie prévu au R. 214-19 du code de l'environnement. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage du présent arrêté, le délai de recours continue jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service ;

- par le pétitionnaire dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle le présent arrêté lui a été notifié.

Dans le même délai de deux mois, le pétitionnaire peut présenter un recours gracieux. Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R. 421-2 du code de justice administrative.

**Article 17 : Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture de MEURTHE-ET-MOSELLE,

Le sous-préfet de l'arrondissement de LUNEVILLE,

Le président de la COMMUNAUTE DE COMMUNES DU LUNEVILLOIS,

Le directeur de la DREAL Lorraine,

Le directeur départemental des territoires de MEURTHE-ET-MOSELLE,

Le commandant du Groupement de gendarmerie de la Meurthe-et-Moselle,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de MEURTHE-ET-MOSELLE, et dont une copie sera tenue à la disposition du public en mairie de LUNEVILLE.

Nancy, le 27 décembre 2011

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le secrétaire général absent,  
La Sous-Préfète de Briey,  
Christine BOEHLER

---

**Arrêté du 29 décembre 2011 portant modification de la composition de la commission départementale de la nature, des paysages et de sites (CDNPS)**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'environnement ;

VU le code de l'urbanisme ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU l'ordonnance n° 2004-637 du 1er juillet 2004 relative à la simplification de la composition et du fonctionnement des commissions administratives et à la réduction de leur nombre, ratifiée et modifiée par la loi n° 2004-1343 du 9 décembre 2004 ;

VU l'ordonnance n° 2005-727 du 30 juin 2005 portant diverses dispositions relatives à la simplification des commissions administratives, ratifiée par la loi n° 2005-843 du 26 juillet 2005 ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret n° 2006-665 du 7 juin 2006 relatif à la réduction du nombre et à la simplification de la composition de diverses commissions administratives ;

VU le décret n° 2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif ;

VU l'arrêté préfectoral du 11 septembre 2006 portant création de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites;

VU l'arrêté préfectoral du 15 janvier 2010 modifié portant composition de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites

VU la proposition du nouveau conseil du centre régional de la propriété forestière de Lorraine-Alsace du 14 septembre 2011 désignant des membres titulaire et suppléant pour participer à la formation sites et paysages ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

**A R R E T E**

**Article 1er :** L'article 3 de l'arrêté du 15 janvier 2010 précité fixant la composition de la formation spécialisée dite " des sites et paysages " est modifié comme suit :

3-4 collège des personnes compétentes

Titulaires : M. Jean-Luc CREMEL, centre régional de la propriété forestière d'Alsace-Lorraine

Suppléants : Mme Marie-Alix de SARS, centre régional de la propriété forestière d'Alsace-Lorraine

**Article 2 :** La durée du mandat des membres visés au présent arrêté est de trois ans à compter du 15 janvier 2010.

**Article 3 :** Délais et voies de recours :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

**Article 4 :** Exécution de l'arrêté :

Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à chacun des membres de la commission et qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture.  
Nancy, le 29 décembre 2011

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le secrétaire général absent,  
La Sous-Préfète de Briey,  
Christine BOEHLER

**Arrêté n°54-2010-00199 du 29 décembre 2011 portant autorisation au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement concernant l'autorisation de trois plans d'eau "La Basse Saint Jean" sur la commune de Bertrichamps**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L. 211-1, L. 214-1 à L. 214-6 et R. 214-1 à R. 214-151 ;  
VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) ;  
VU le dossier de demande d'autorisation complet et régulier déposé au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement reçu le 20/08/2010, présenté par Messieurs NOEL Noël et NOEL Régis, enregistré sous le n° 54-2010-00199 et relatif à l'autorisation DE 3 PLANS D'EAU "La Basse Saint Jean" sur la commune de BERTRICHAMPS ;  
VU l'enquête publique réglementaire qui s'est déroulée du 17/08/2011 au 31/08/2011 ;  
VU le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur déposés le 13 octobre 2011 ;  
VU le rapport rédigé par le service police de l'eau en date du 23 novembre 2011 ;  
VU l'avis du CODERST en date du 8 décembre 2011 ;  
VU l'avis des pétitionnaires concernant le projet du présent arrêté sollicité par courrier en date du 12 décembre 2011 ;  
CONSIDERANT :  
- Que les prescriptions du présent arrêté permettent de garantir une gestion globale et équilibrée de la ressource en eau ;  
- Que les pétitionnaires n'ont pas émis d'avis dans le délai de 15 jours qui leur est réglementairement imparti sur le projet d'arrêté d'autorisation qui leur a été transmis ;  
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de MEURTHE-ET-MOSELLE ;

**ARRETE**

**Titre I : OBJET DE L'AUTORISATION**

**Article 1er :** Objet de l'autorisation

Les 3 PLANS D'EAU sur le ruisseau "La Basse Saint Jean" sur la commune de BERTRICHAMPS, appartenant à Messieurs NOEL Noël et NOEL Régis sont autorisés en application de l'article L. 214-3 du code de l'environnement, sous réserve des prescriptions énoncées aux articles suivants.

Les rubriques définies au tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement concernées par cette opération sont les suivantes :

Rubrique	Intitulé	Régime	Arrêtés de prescriptions générales correspondant
1.2.1.0	A l'exception des prélèvements faisant l'objet d'une convention avec l'attributaire du débit affecté prévu par l'article L.214-9 du code de l'environnement, prélèvements et installations et ouvrages permettant le prélèvement, y compris par dérivation, dans un cours d'eau, dans sa nappe d'accompagnement ou dans un plan d'eau ou canal alimenté par ce cours d'eau ou cette nappe : 1° D'une capacité totale maximale supérieure ou égale à 1 000 m3/heure ou à 5 % du débit du cours d'eau ou, à défaut, du débit global d'alimentation du canal ou du plan d'eau (A) 2° D'une capacité totale maximale comprise entre 400 et 1 000 m3/heure ou entre 2 et 5% du débit du cours d'eau ou, à défaut, du débit global d'alimentation du canal ou du plan d'eau (D)	Autorisation	Arrêté du 11 septembre 2003
3.1.1.0	Installations, ouvrages, remblais et épis, dans le lit mineur d'un cours d'eau, constituant : 1° un obstacle à l'écoulement des crues (A) 2° un obstacle à la continuité écologique a) entraînant une différence de niveau supérieure ou égale à 50 cm, pour le débit moyen annuel de la ligne d'eau entre l'amont et l'aval de l'ouvrage ou de l'installation (A) b) entraînant une différence de niveau supérieure à 20 cm mais inférieure à 50 cm, pour le débit moyen annuel de la ligne d'eau entre l'amont et l'aval de l'ouvrage ou de l'installation (D) Au sens de la présente rubrique, la continuité écologique des cours d'eau se définit par la libre circulation des espèces biologiques et par le bon déroulement du transport naturel des sédiments.	Autorisation	
3.2.3.0	Plans d'eau, permanents ou non : 1° Dont la superficie est supérieure ou égale à 3 ha (A) 2° Dont la superficie est supérieure à 0,1 ha mais inférieure à 3 ha(D)	Déclaration	Arrêté du 27 août 1999
3.2.5.0	Barrages de retenue et digues de canaux: 1° de classes A,B ou C (A) 2° de classe D (D)	Déclaration	Arrêté du 29 février 2008
3.3.1.0	Assèchement, mise en eau, imperméabilisation, remblais de zones humides ou de marais, la zone asséchée ou mise en eau étant : 1° Supérieure ou égale à 1 ha (A) 2° Supérieure à 0,1 ha, mais inférieure à 1 ha (D)	Déclaration	

**Article 2 :** Caractéristiques des ouvrages

Les 3 plans d'eau sont en eau libre, ils ne sont pas des piscicultures.

Le plan d'eau amont est en barrage du ruisseau de la Basse Saint Jean, les plans d'eau milieu et aval sont en dérivation du dit ruisseau.

La somme de leurs superficies est d'environ 6700 m2.

Ils sont cadastrés section AP - parcelle n°284 - lieudit « Moulin Saint Jean » - commune de BERTRICHAMPS 54120 (proche de BACCARAT)  
Le levé topographique des 3 plans d'eau à été réalisé dans un système de nivellement indépendant dont le point de référence est l'altitude du dessus du moine du plan eau amont : 99,92 m.

- Plan d'eau amont : (le plus grand des trois)

Plan d'eau libre situé en barrage sur le ruisseau de la basse St Jean

Surface en eau : 42,5 ares

Dimensions :

- longueur 94 m

- largeur moyenne 45 m

- profondeur maximale à la digue 2,8 m pour 0,50 m à l'embouchure du ruisseau

Volume d'eau : environ 7 000 m<sup>3</sup>

Niveau d'eau : cote de fil d'eau 99,12 m

Ouvrages :

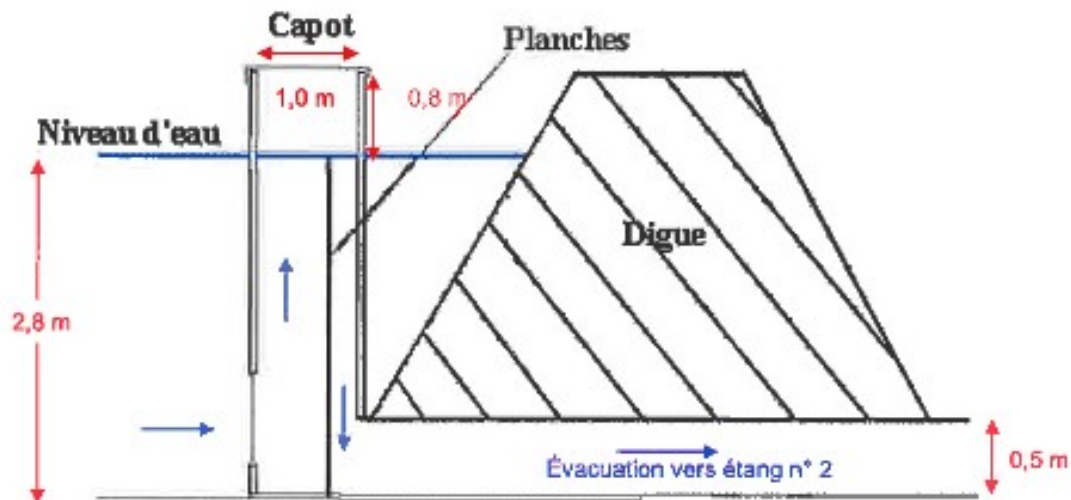
- pas d'ouvrage amont (seules des grilles posées en travers du lit mineur et maintenues par des murets bétonnés)

- Moine aval (1m x 1m), sans vanne de fermeture, évacuation Ø 500mm

- Déversoir de crue qui débouche sur un canal bétonné (largeur 1 m x hauteur 0,85 m) en direction du ruisseau

Barrage : hauteur 3,60 m

Référence altimétrique : 99,92 m



- Plan d'eau milieu :

Plan d'eau libre en dérivation du ruisseau de la basse St Jean, mais probablement sur l'ancien lit du ruisseau

Surface en eau : 20 ares

Dimensions :

- longueur 129 m

- largeur moyenne 16 m

- profondeur maximale 2 m

Volume d'eau : environ 4 000 m<sup>3</sup>

Niveau d'eau : cote de fil d'eau 96,25 m

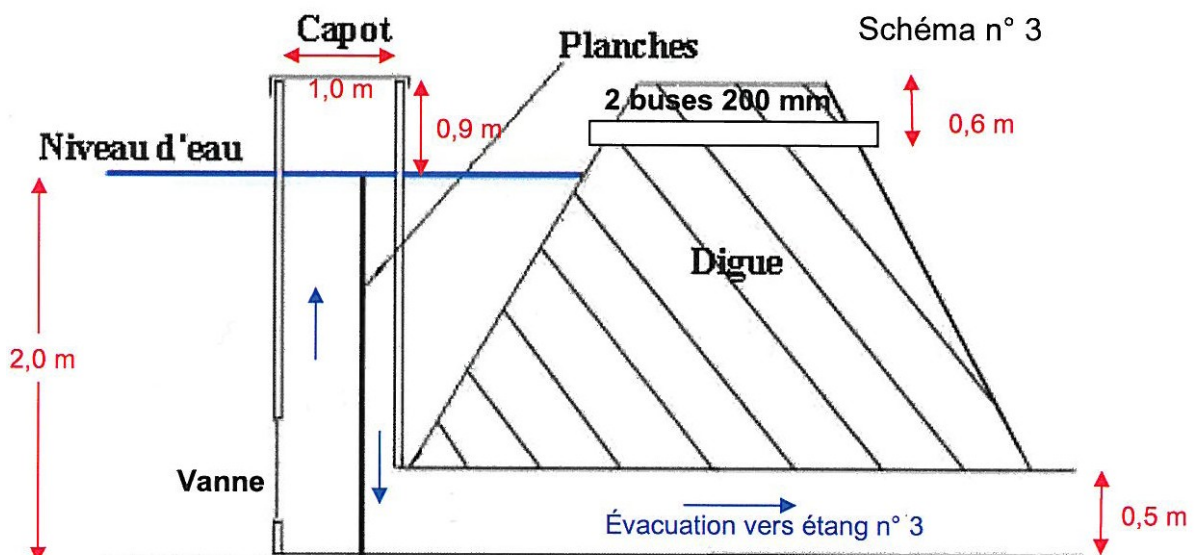
Ouvrages :

- alimentation par l'évacuation Ø 500mm du plan d'eau amont

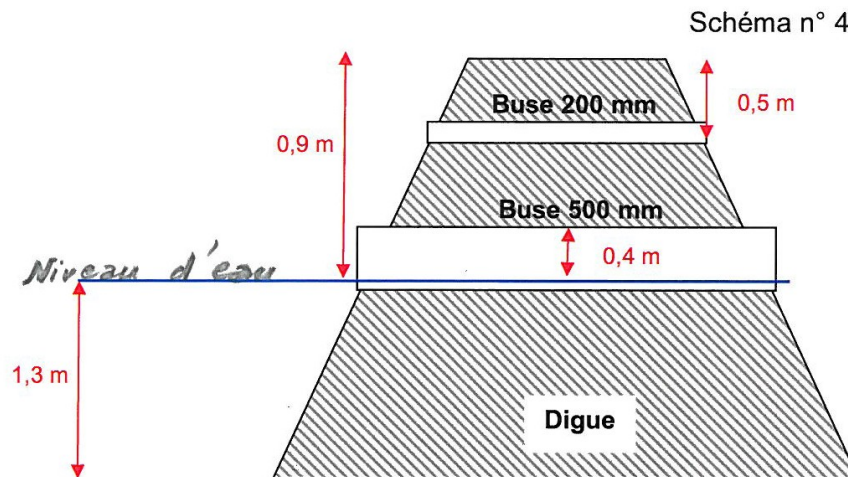
- Moine aval (1m x 1m) avec vanne de fermeture qui semble hors d'usage, évacuation Ø 500mm

- Trop plein 2 x Ø 200 mm côte à côte (dessus digue - 0,60 m et niveau eau +0,30 m)

Barrage : hauteur 2,90 m



- Plan d'eau aval : (le plus petit des trois)  
 Plan d'eau libre en dérivation du ruisseau de la basse St Jean, mais probablement sur l'ancien lit du ruisseau  
 Surface en eau : 4,5 ares  
 Dimensions :  
 longueur 52 m  
 largeur moyenne 9 m  
 profondeur maximale 1,4 m  
 Volume environ 600m<sup>3</sup>  
 Niveau d'eau : cote de fil d'eau 94,88 m  
 Ouvrages :  
 - alimentation par l'évacuation Ø 500mm du plan milieu  
 - Pas de Moine aval  
 - TROP plein Ø 200 mm (dessus digue – 0,50 m) et Ø 500 mm (dessus digue – 0,90 m)  
 Barrage : hauteur 2,30 m



### Article 3 : Classement du barrage

Les digues des 3 plans d'eau constituent des barrages au sens de l'article R.214-122 du code de l'environnement. Compte tenu de leurs caractéristiques géométriques, ils relèvent de la classe D

### Titre II PRESCRIPTIONS

#### Article 4 : Prescriptions spécifiques

##### 4.1 Prescription spécifique relative au nivellement

A la fin des travaux et au plus tard avant le 31 mars 2013, l'ouvrage de prise d'eau et les 3 moines seront nivelés et rattachés au système d'altitude NGF/IGN69. Ce nivellement sera transmis au service police de l'eau.

##### 4.2. Prescriptions spécifiques relatives aux travaux

Les travaux liés à la présente autorisation devront être exécutés avant le 31 mars 2013 et réalisés conformément au dossier d'autorisation déposé.

Le service départemental de l'ONEMA, le service des espaces naturels sensibles et environnement du Conseil général de Meurthe-et-Moselle et le service police de l'eau de la DDT de Meurthe-et-Moselle seront associés aux réunions préparatoires de chantier afin de déterminer si des mesures supplémentaires doivent être mises en place. Ils seront également conviés à chaque réunion de chantier durant toute la durée des travaux découlant de l'autorisation des plans d'eau.

Les installations de chantier seront positionnées à l'écart du cours d'eau et des plans d'eau.

Les systèmes hydrauliques et les réservoirs de carburant des engins seront vérifiés afin d'écarter tout risque de pollution des eaux. Les stockages d'hydrocarbures comporteront une cuve de rétention de capacité suffisante.

Des matériaux absorbants seront présents sur le chantier pour confiner tout départ de pollution.

Le nettoyage éventuel des engins mis en œuvre sur le chantier sera réalisé sur une aire aménagée à cet effet et équipée de dispositifs déboueurs déshuileurs. Cette aire sera impérativement située en dehors de la zone de tourbière.

##### 4.3. Prescriptions spécifiques relatives à la vidange

Au minimum 3 mois avant chaque opération de vidange, le permissionnaire devra déposer un dossier de déclaration au titre de la « loi sur l'eau » conforme à la législation en vigueur et dans lequel son impact sur la zone Natura 2000 sera quantifié. La vidange ne pourra pas avoir lieu en période de basses eaux, ou par forte chaleur.

La vidange ne pourra intervenir qu'après accord du service police de l'eau.

Le cours d'eau aval ne devra subir aucun dommage du fait de la vidange, tel que le déversement de sédiments. Tout incident sera déclaré immédiatement au service police de l'eau.

Lors de la vidange, le plan d'eau aval devra être utilisé comme « pêcherie » de manière à permettre la capture de tous les poissons et crustacés.

Les poissons présents dans les plans d'eau devront être récupérés de manière à éviter leur dévalaison dans le cours d'eau.

Les espèces indésirables (poisson-chat, perche-soleil, écrevisse américaine, écrevisse de Louisiane, écrevisse de Californie...) devront être détruites.

##### 4.4. Prescriptions spécifiques relatives à la consultation du Conseil Général

Le conseil général de Meurthe-et-Moselle, gestionnaire ou propriétaire de l'Espace Naturel Sensible de la tourbière acide de la Basse Saint Jean, devra être alerté et consulté préalablement à chaque intervention sur les 3 plans d'eau, notamment en ce qui concerne les vidanges, les débroussaillages des abords, les entretiens du tronçon du cours d'eau qui traverse la propriété des pétitionnaires.

Adresse du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle – Service Espaces naturels sensibles environnement – 48, esplanade Jacques Baudot – Rue Blandan – CO n°19 – 54035 NANCY Cedex

##### 4.5. Prescriptions spécifiques relatives aux barrages

Les digues des 3 plans d'eau constituent des barrages au sens de l'article R.214-122 du code de l'environnement.

Les barrages doivent être rendus conformes aux dispositions des articles R. 214-122 à R. 214-124, R. 214-123 et R. 214-147 du code de l'environnement et à l'arrêté du 29 février 2008 suivant les délais et modalités ci dessous :

- constitution du dossier avant le 31 décembre 2012 ;
- constitution du registre avant le 31 décembre 2012;

- élaboration des consignes écrites avant le 31 décembre 2012;

- réalisation d'une visite technique approfondie avant le 31 décembre 2012, puis tous les 10 ans;

Ces barrages sont dispensés de dispositif d'auscultation en application du 1° l'article R. 214-124 du code de l'environnement.

**Article 5 : Prescriptions générales**

Les déclarants devront respecter les prescriptions générales définies dans les arrêtés dont les références sont indiquées dans le tableau ci-dessus et qui sont joints au présent arrêté.

**5.1 Grilles**

L'interruption de la libre circulation du poisson est assurée par la mise en place de crépines ou grilles inamovibles ou tout autre moyen approprié sur la canalisation assurant l'alimentation du plan d'eau amont ainsi que sur la vidange et sur la surverse du plan d'eau aval. L'espacement maximal entre les barreaux est de 6 mm. Les perforations de crépines devront avoir des sections circulaires inférieures à 6mm de diamètre ou des fentes inférieures à 6mm de largeur. Ces crépines et grilles sont maintenues en bon état et régulièrement nettoyées.

**5.2 Empoisonnement**

- Conformément aux dispositions de l'article L.432-10 du code de l'environnement, il est interdit d'introduire :

des espèces susceptibles de provoquer des déséquilibres biologiques et dont la liste est fixée par décret ; ( poisson-chat, perche soleil, écrevisse américaine, écrevisse de Californie, écrevisse de Louisiane, etc...),

des poissons et autres espèces non représentées dans les cours d'eau français ; la liste des espèces représentées est fixée par le ministre chargé de la pêche en eau douce ; (carpes chinoises, esturgeons, etc..)

- L'introduction de poissons ou d'alevins provenant d'établissements de pisciculture ou d'aquaculture non agréés au plan sanitaire est interdite.

Les factures seront conservées et fournies sur demande au service chargé de la police de l'eau.

La vente de poisson vivant est soumise à l'obtention préalable d'un agrément sanitaire auprès de la Direction départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations.

Les espèces de poissons indésirables devront être éliminées lors de pêches ou de vidanges.

**5.3 Qualité des eaux et transport des sédiments**

Les eaux restituées au ruisseau, après passage par les plans d'eau, devront être dans un état de nature à ne pas apporter de trouble préjudiciable à la qualité des eaux, à la salubrité publique, à la santé des animaux susceptibles de s'abreuver dans le ruisseau, à la conservation, à la nutrition et la reproduction de la faune piscicole.

En toutes saisons et quelles que soient les circonstances, la libre circulation de l'eau, des sédiments et du poisson sera toujours maintenue dans le ruisseau.

**5.4 Entretien du cours d'eau**

Tous travaux sur les cours d'eau (notamment le curage), à l'exclusion de l'entretien visé à l'article L.215-14, sont soumis au régime de déclaration au titre de la loi sur l'eau (rubrique 3.2.1.0). A ce titre, un dossier de demande doit parvenir auprès de la Direction Départementale des Territoires au minimum 3 (trois) mois avant la date souhaitée des travaux.

Tous les travaux sur le cours d'eau (entretien ou curage) devront respecter le paragraphe 3.2 « Prescriptions spécifiques relatives à la consultation du Conseil Général »

**Article 6 : Modification des prescriptions**

Si le déclarant veut obtenir la modification de certaines des prescriptions spécifiques applicables à l'installation, il en fait la demande au préfet, qui statue alors par arrêté.

Le silence gardé par l'administration pendant plus de trois mois sur la demande du déclarant vaut rejet.

**Article 7 : Mesures correctives et compensatoires**

Plan d'eau amont :

- Pour retrouver une continuité écologique sur le ruisseau de la Basse Saint Jean dans ce secteur, le plan d'eau amont ne sera plus en barrage.

Un nouveau tronçon de ruisseau sera créer pour contourner le plan d'eau amont, sur une longueur d'environ 160m, en utilisant l'ancien bras en pied du versant en rive droite du dit plan d'eau. La pente du fond du lit ne sera pas régulière afin de suivre le plus possible le profil du terrain naturel (la pente moyenne sera de 1% avec une pente maximale inférieure à 5%). Deux trous et deux replats seront créés afin de servir de rupture de pente et de refuge aux poissons. La section du lit mineur du nouveau tronçon devra être similaire à celle du ruisseau à l'amont du plan d'eau, soit environ : ouverture en gueule 1 m , profondeur 0,5 m et largeur en plafond (fond du lit) 0,4 m.

- Un nouvel ouvrage sera créé pour alimenter le plan d'eau amont. Cette prise d'eau consiste en un regard en berge rive gauche du ruisseau. Cette berge sera renforcée par un talus de terre et consolidée par des enrochements de moins de 20m de long. Le regard sera posé plus profondément que le fond du lit du ruisseau pour faire décanteur et permettre un prélèvement par crépine immergée dont les perforations ne devront pas excéder des sections circulaires de 6mm de diamètre ou des fentes de 6mm de largeur. Le prélèvement autorisé sera de 5,8 litres / seconde, ce qui correspond au débit maximum capable d'un tube PVC de diamètre 100 mm pour une pente de 1,2 %. L'alimentation du plan d'eau amont sera rendue prioritaire sur l'alimentation du ruisseau par la création d'un seuil inférieur à 20cm de hauteur en travers du fond du lit du ruisseau implanté à environ 5m en aval du regard de prise d'eau. L'objectif est de maintenir en permanence un niveau d'eau dans le plan d'eau amont à 99,12 m, en référence à la cote de dessus du moine de celui-ci fixée à 99,92 m.(système de nivellement indépendant, non rattaché au système de nivellement général de la France "NGF", voir schéma du présent arrêté : Article 2 – Caractéristiques des ouvrages – étang mont). En effet il existe un lien étroit entre le niveau d'eau du plan d'eau amont et le régime hydrique de la tourbière qui doit être maintenu afin de préserver les écosystèmes en interconnexion avec le réseau hydrographique existant.

Plan d'eau aval :

- Un moine fonctionnel sera créé pour rejeter dans le milieu naturel les eaux de fond plus fraîches et vidanger le plan d'eau aval. Le moine sera raccordé en tête de la buse d'évacuation existante de diamètre 500 mm

**Article 8 : Durée de l'autorisation**

La présente autorisation est accordée pour une durée de 10 ans à compter de la signature du présent arrêté.

Le renouvellement de l'autorisation devra être conforme à l'article R 214-20 du code de l'environnement ; il devra donc être demandé dans un délai de deux ans au plus et de six mois au moins avant la date d'échéance.

**TITRE III DISPOSITIONS GENERALES**

**Article 9 : Conformité au dossier et modifications**

Les installations, ouvrages, travaux ou activités, objets de la présente autorisation, sont situés, installés et exploités conformément aux plans et contenu du dossier de demande d'autorisation sans préjudice des dispositions de la présente autorisation.

Toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation doit être porté, avant sa réalisation à la connaissance du préfet, conformément aux dispositions de l'article R. 214-18 du code de l'environnement.

**Article 10 : Début et fin des travaux – Mise en service**

Les pétitionnaires doivent informer le service de police de l'eau instructeur du présent dossier des dates de démarrage et de fin des travaux et, le cas échéant, de la date de mise en service de l'installation.

**Article 11 : Caractère de l'autorisation**

L'autorisation est accordée à titre personnel, précaire et révocable sans indemnité de l'État exerçant ses pouvoirs de police.

Faute pour les permissionnaires de se conformer dans le délai fixé aux dispositions prescrites, l'administration pourra prononcer la déchéance de la présente autorisation et, prendre les mesures nécessaires pour faire disparaître aux frais des permissionnaires tout dommage provenant de leur faits, ou pour prévenir ces dommages dans l'intérêt de l'environnement de la sécurité et de la santé publique, sans préjudice de l'application des dispositions pénales relatives aux infractions au code de l'environnement.

Il en sera de même dans le cas où, après s'être conformé aux mesures prescrites, les permissionnaires changeraient ensuite l'état des lieux fixé par cette présente autorisation, sans y être préalablement autorisés, ou s'ils ne maintenaient pas constamment les installations en état normal de bon fonctionnement.

**Article 12 : Déclaration des incidents ou accidents**

Les permissionnaires sont tenus de déclarer, dès qu'ils en ont connaissance, au préfet les accidents ou incidents intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités faisant l'objet de la présente autorisation, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 211-1 du code de l'environnement.

Sans préjudice des mesures que pourra prescrire le préfet, le maître d'ouvrage devra prendre ou faire prendre les dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'incident ou accident, pour évaluer ses conséquences et y remédier.

Les permissionnaires demeurent responsables des accidents ou dommages qui seraient la conséquence de l'activité ou de l'exécution des travaux et de l'aménagement.

**Article 13 : Remise en état des lieux**

Si à l'échéance de la présente autorisation, les pétitionnaires décident de ne pas en demander le renouvellement, le préfet peut faire établir un projet de remise en état des lieux total ou partiel accompagné des éléments de nature à justifier celui-ci.

**Article 14 : Accès aux installations**

Les agents chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations, ouvrages, travaux ou activités autorisés par la présente autorisation, dans les conditions fixées par le code de l'environnement. Ils pourront demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté.

**Article 15 : Droit des tiers**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

**Article 16 : Autres réglementations**

La présente autorisation ne dispense en aucun cas les permissionnaires de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

**Article 17 : Publication et information des tiers**

Un avis au public faisant connaître les termes de la présente autorisation sera publié à la diligence des services de la Préfecture de MEURTHE-ET-MOSELLE, et aux frais des demandeurs, en caractères apparents, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département de MEURTHE-ET-MOSELLE.

Une copie de la présente autorisation sera transmise pour information au conseil municipal de la commune de BERTRICHAMPS

Un extrait de la présente autorisation énumérant notamment les motifs qui ont fondé la décision ainsi que les principales prescriptions auxquelles cette autorisation est soumise sera affiché dans la mairie de BERTRICHAMPS pendant une durée minimale d'un mois.

Un exemplaire du dossier de demande d'autorisation sera mis à la disposition du public pour information à la Préfecture de MEURTHE-ET-MOSELLE, ainsi qu'à la mairie de la commune de BERTRICHAMPS.

La présente autorisation sera à disposition du public sur le site Internet de la préfecture de MEURTHE-ET-MOSELLE pendant une durée d'au moins 1 an.

**Article 18 : Voies et délais de recours**

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement :

- par les tiers dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage en mairie prévu au R. 214-19 du code de l'environnement. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage du présent arrêté, le délai de recours continue jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service ;

- par les pétitionnaires dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle le présent arrêté leur a été notifié.

Dans le même délai de deux mois, les pétitionnaires peuvent présenter un recours gracieux. Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R. 421-2 du code de justice administrative.

**Article 19 : Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture de MEURTHE-ET-MOSELLE,

Le sous préfet de LUNEVILLE,

Le maire de la commune de BERTRICHAMPS,

Le président du conseil général de MEURTHE-ET-MOSELLE,

Le directeur départemental des territoires de MEURTHE-ET-MOSELLE,

Le chef du service départemental de l'ONEMA de Meurthe-et-Moselle,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de MEURTHE-ET-MOSELLE, et dont une copie sera tenue à la disposition du public à la mairie de Bertrichamps.

Nancy, le 29 décembre 2011

Le Préfet,  
Pour le Préfet,  
et par délégation,  
Pour le Secrétaire Général absent,  
La Sous-Préfète de Briey,  
Christine BOEHLER

L'arrêté de prescriptions générales du 27 août 1999 (rubriques 3.2.3.0), l'arrêté de prescriptions générales du 11 septembre 2003 (rubrique 1.2.1.0) et l'arrêté de prescriptions générales du 29 février 2008 (rubrique 3.2.5.0) sont consultables au bureau des procédures environnementales à la préfecture de Meurthe-et-Moselle

## SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

### AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE

#### DÉLÉGATION TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

*Cellule personnes âgées*

**Arrêté ARS n° 2011/552 du 15 décembre 2011 fixant le calendrier prévisionnel 2012 des appels à projets médico-sociaux de compétence exclusive du Directeur général de l'Agence régionale de santé de Lorraine.**

Le Directeur général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment ses articles L 312-1, L 313-1 à L313-8 et R 313-4 ;

VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment son article 124 ;  
 VU la loi n° 2009-1646 du 24 décembre 2009 de financement de la sécurité sociale pour 2010 ;  
 VU le décret n° 2010-870 du 26 juillet 2010 relatif à la procédure d'appel à projets et d'autorisation mentionnée à l'article L 313-1-1 du code de l'action sociale et des familles ;  
 VU l'arrêté ARS n° 268 du 21 juillet 2011 portant actualisation du Programme Interdépartemental d'Accompagnement des Handicaps et de la Perte d'Autonomie (PRIAC) en région Lorraine ;  
 VU la circulaire N° DGCS/5B/2010/434 du 28 décembre 2010 relative à la procédure d'appels à projets et d'autorisation des établissements et services sociaux et médico-sociaux ;  
 CONSIDERANT l'annexe financière du PRIAC actualisé en 2011 rappelant les dotations notifiées à la région Lorraine ;  
 CONSIDERANT les besoins dans différents territoires de santé Lorraine ;  
 SUR proposition du Chef de département Médico-social et Réseaux ;

**ARRETE**

**Article 1er** : Le calendrier prévisionnel des appels à projets médico-sociaux de compétence exclusive du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé pour l'année 2012 est fixé comme suit :

Catégorie de service ou d'établissement médico-social concerné	Public concerné	Zones de proximité – Territoire de santé	Nombre de lits ou places	Période de l'avis à projet
Service de Soins Infirmiers à Domicile (SSIAD)	Personnes âgées dépendantes	Moselle Bassin houiller et arrondissement de Boulay / Bouzonville	40	1 <sup>er</sup> semestre 2012
Service de Soins Infirmiers à Domicile (SSIAD)	Personnes âgées dépendantes	Meurthe-et-Moselle Secteur de Longwy	60	1 <sup>er</sup> trimestre 2012
Service de Soins Infirmiers à Domicile (SSIAD)	Personnes âgées dépendantes	Meurthe-et-Moselle Secteur de Pont-à-Mousson	10	1 <sup>er</sup> trimestre 2012
Service de Soins Infirmiers à Domicile (SSIAD)	Personnes âgées dépendantes	Meurthe-et-Moselle Secteur de Nancy	28	1 <sup>er</sup> trimestre 2012

**Article 2** : Ce calendrier prévisionnel à une valeur indicative et il pourra être modifié en cours d'année en cas de modification substantielle. Dans les deux mois qui suivent sa publication au recueil des actes administratifs de la région Lorraine, les personnes morales gestionnaires des établissements et services médico-sociaux et des lieux de vie et d'accueil peuvent faire connaître leurs observations au Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine.

**Article 3** : Le Directeur Général de l'Agence régionale de santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Région Lorraine.  
 Nancy, le 15 décembre 2011

Le Directeur général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,  
 Jean-François BENEVISE

**DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES****AGRICULTURE – FORET - CHASSE****Arrêté n° 426 du 16 décembre 2011 fixant les modalités de contrôle de l'exécution du plan de chasse de l'espèce « cerf-élaphe »**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 425-1 à L 425-14 et R 425-1 à R 425-13 du code de l'environnement ;  
 VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;  
 VU l'arrêté ministériel du 22 janvier 2009 modifié relatif à la mise en œuvre du plan de chasse et au marquage du gibier ;  
 VU l'arrêté préfectoral n° 11.BI.112 du 27 octobre 2011 accordant délégation de signature à M. Christophe FOTRE, directeur départemental des territoires ;  
 VU l'arrêté préfectoral du 12 Juillet 2007 approuvant le schéma départemental de gestion cynégétique de la Meurthe-et-Moselle ;  
 VU l'avis de la commission départementale de la chasse et de la faune sauvage du 16 décembre 2011 ;  
 SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

**ARRETE**

**Article 1er** : Après chaque prélèvement d'un animal de l'espèce «cerf», le titulaire du plan de chasse doit obligatoirement, dans les 48 heures, présenter l'animal entier non congelé dans la peau de l'animal, muni du dispositif de marquage réglementaire, à un agent assermenté au titre de la police de la chasse. Ce dernier établit un constat de tir dont il remet un exemplaire au tireur et transmet les autres exemplaires sous huit jours à la fédération départementale des chasseurs.

L'agent ayant constaté le tir, marquera l'une des oreilles de l'animal présenté d'une fente d'au moins dix centimètres (10 cm) d'un coup de couteau dans le sens longitudinal. Si le tireur déclare que l'animal sera naturalisé, l'agent constatant ne le marquera pas mais en fera mention sur le constat de tir précité.

**Article 2** : Le présent arrêté est susceptible de recours dans un délai de deux mois à compter de sa publication auprès du tribunal administratif de Nancy.

**Article 3** : Le secrétaire général de la préfecture, les sous-préfets, le directeur départemental des territoires, le directeur de l'agence de Meurthe-et-Moselle de l'office national des forêts, le chef du service départemental de l'office national de la chasse et de la faune sauvage, le colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, le président de la fédération départementale des chasseurs, le président de l'association départementale des lieutenants de l'ouvetier ainsi que toutes les autorités dont relève la police de la chasse, sont

chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée aux membres de la commission départementale de la chasse et de la faune sauvage.

Nancy, le 16 décembre 2011

Le Préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental,  
Christophe FOTRÉ

## DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA PROTECTION DES POPULATIONS

### PROTECTION DES CONSOMMATEURS

#### Arrêté du 29 décembre 2011 fixant le tarif des transports par taxis

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'article L.410-2 du code de commerce et le décret d'application n° 2002-689 du 30 avril 2002 fixant ses conditions d'application ;  
VU l'article 88 de la loi n° 87588 du 30 juillet 1987 modifiée, portant diverses mesures d'ordre social ;  
VU la loi n° 95-66 du 20 janvier 1995 relative à l'accès à l'activité de conducteur de taxi et à la profession d'exploitant et son décret d'application n° 95-935 du 17 août 1995 ;  
VU le décret n° 78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instruments de mesures taximètres ;  
VU le décret n° 87-238 du 6 avril 1987 réglementant les tarifs des courses par taxis, modifié par le décret n° 2005-313 du 1er avril 2005 ;  
VU le décret n° 2001-387 du 3 mai 2001 relatif au contrôle des instruments de mesure et l'arrêté interministériel du 18 juillet 2001 relatif aux taximètres en service ;  
VU le décret n° 2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;  
VU l'arrêté ministériel du 3 décembre 1987 relatif à l'information du consommateur sur les prix ;  
VU l'arrêté ministériel du 10 septembre 2010 relatif à la délivrance de note pour les courses de taxi ;  
VU l'arrêté ministériel du 21 décembre 2011 relatif aux tarifs des courses de taxis en 2012 ;  
VU l'arrêté préfectoral du 4 janvier 2011 relatif aux tarifs des transports de taxis en Meurthe-et-Moselle ;  
SUR proposition de M. le secrétaire général de la préfecture ;

#### ARRETE

**Article 1er :** A compter de la publication du présent arrêté, les tarifs maxima applicables dans le département de Meurthe-et-Moselle pour le transport de personnes par taxis sont fixés comme suit, T.V.A. comprise, quel que soit le nombre de places que la voiture comporte et que celles-ci soient toutes occupées ou non :

- Prise en charge : 2,60€.
- Indemnité d'heure d'attente ou de marche lente : 17,30€, soit une chute de 0,10€ toutes les 20,81 secondes.
- Tarifs kilométriques pour une valeur de chute de 0,10€.

désignation au compteur	tarif applicable au km	valeur de la chute	distance parcourue pendant une chute
A	0,79€	0,10€	126,58 m
B	1,18€	0,10€	84,74 m
C	1,58€	0,10€	63,29 m
D	2,36€	0,10€	42,37 m

Courses de petite distance : le tarif minimum, suppléments inclus, susceptible d'être perçu pour une course est fixé à 6,40 euros.

#### Article 2 :

- a) Tarif A (jour) Transport avec départ à vide et retour chargé à la station  
Tarif B (nuit)  
b) Tarif C (jour) Transport avec départ chargé et retour à vide à la station  
Tarif D (nuit)

Dans les deux cas, le compteur ne doit être mis en service qu'au moment de la prise en charge effective du client.

#### c) Transports sur appels :

Pour les transports sur appels, le compteur doit être mis en service dès le départ de la station et aux conditions suivantes :

- départ de la station au lieu de prise en charge : Tarif A (jour) ou B (nuit)
- après prise en charge du client :
  - 1 - Si l'itinéraire en charge coïncide intégralement avec le retour à la station : application des tarifs A ou B.
  - 2 - Si l'itinéraire en charge coïncide pour partie avec l'itinéraire de retour à la station : application des tarifs A ou B jusqu'à la station puis application des tarifs C (jour) ou D (nuit) pour le reste du parcours.
  - 3 - Si l'itinéraire en charge est différent de l'itinéraire de retour à la station : application des tarifs C ou D.

#### Article 3 : MODALITES D'APPLICATION DES TARIFS

- La prise en charge comprend en franchise un parcours équivalent à la valeur d'une chute au compteur.
- Les tarifs de nuit sont applicables de 19 heures à 7 heures.
- Les dimanches et jours fériés, les tarifs B et D ci-dessus sont pratiqués de 7 heures à 19 heures.
- Pour toute course dont une partie est effectuée pendant les heures de jour et l'autre partie pendant les heures de nuit, il sera fait application du tarif « jour » pour la fraction effectuée le jour et du tarif « nuit » pour la fraction effectuée aux heures de nuit.

#### Article 4 : SUPPLEMENTS

Les seuls suppléments pouvant être demandés sur le prix de la course sont les suivants :

- 4ème personne adulte : 1,00€
- Transport d'animaux : 0,50€
- Petits bagages pouvant tenir dans le coffre fermé : 0,60€ (forfait)
- Bicyclettes, voitures d'enfants, malles, skis ou autres colis ne pouvant tenir dans le coffre fermé : 0,70€ par colis.

Aucun supplément ne peut être perçu pour les bagages pouvant être transportés sur les genoux des voyageurs.

Hormis le cas prévu à l'article 88 de la loi n° 87-588 modifiée du 30 juillet 1987 (chiens d'aveugles), les professionnels ont la faculté de refuser de prendre en charge tout animal dans leurs véhicules ; dans ce cas, ils ne devront pas assurer la publicité de ce service.

**Article 5 :** A titre de mesure accessoire, toutes les voitures de place dites « TAXIS » doivent être pourvues d'un compteur horokilométrique à quatre tarifs conçu pour la lecture directe du prix des courses et d'un dispositif extérieur lumineux, répéteur de tarifs suivant la réglementation spécifique régissant cette activité. Ces appareils seront conformes à la réglementation en vigueur et feront l'objet des vérifications périodiques nécessaires.



Ce compteur ne doit être déclenché au départ de la station, ou éventuellement en cours de route, que dans les conditions définies au présent arrêté.

Tout changement de tarifs pendant la course doit être signalé à la clientèle.

**Article 6 :** Pour faire procéder à la mise à jour de leurs compteurs, les professionnels disposent d'un délai de deux mois à compter de la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

Pendant ce délai et sur justification que le compteur ne porte pas encore la lettre « X » de couleur VERTE (différente des positions tarifaires et d'une hauteur minimale de 10 mm) indiquant qu'il a été transformé, ils devront, pour percevoir une hausse de + 3,7 % correspondant à l'augmentation des tarifs, utiliser un tableau de concordance qui sera affiché à l'intérieur du véhicule de façon à être lisible et visible de la clientèle.

Après ce délai, la somme à régler sera celle inscrite au compteur majoré éventuellement des suppléments pour bagages, transport de la 4ème personne adulte et transport d'animal.

**Article 7 :** Un extrait des tarifs devra être affiché dans chaque véhicule de manière parfaitement visible et lisible du client.

De plus, une information par voie d'affichette apposée de la même manière à bord du taxi devra indiquer à la clientèle les conditions d'application de la prise en charge dans les termes suivants :

« Quel que soit le montant inscrit au compteur, la somme perçue par le chauffeur ne peut être inférieure à 6,40€, suppléments compris ».

**Article 8 :** La remise de note devra être assurée conformément aux dispositions de l'Arrêté Ministériel du 10 septembre 2010 publié le 21 septembre 2010 au J.O.R.F.

**Article 9 :** Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera poursuivie et réprimée conformément à la législation en vigueur.

**Article 10 :** Cessent d'être applicables les dispositions de l'Arrêté Préfectoral du 4 janvier 2011.

**Article 11 :** Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, la directrice départementale de la protection des populations sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une copie sera transmise :

- au directeur départemental de la sécurité publique

- au colonel, commandant le groupement de gendarmerie départementale de Meurthe-et-Moselle

- au directeur départemental des territoires.

Nancy, le 29 décembre 2011

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Secrétaire Général absent  
Christine BOEHLER

*Délais et voies de recours :*

*Dans les deux mois à compter de la présente notification/décision, les recours suivants peuvent être introduits :*

*Un recours gracieux motivé adressé à l'autorité administrative ayant pris la décision contestée.*

*Un recours hiérarchique auprès de Mme le Ministre de l'intérieur, de l'Outre Mer et des Collectivités Territoriales-*

*Direction des Libertés Publiques et des Affaires Juridiques-Sous-direction des Libertés Publiques et de la Police Administrative-11 rue des Saussaies 75008 Paris cedex 08.*

*En l'absence de réponse de l'administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception du recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.*

*Un recours contentieux devant le Tribunal Administratif, 5, place de la Carrière-CO N° 38 – 54036 NANCY Cedex.*

*Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du 2ème mois suivant la date de notification de la décision contestée (ou bien du 2ème mois suivant la date du rejet du recours gracieux ou hiérarchique)*

*Joindre impérativement à l'appui de vos recours une copie de la décision contestée, et, le cas échéant, tout document considéré comme utile à l'instruction de la requête.*

*L'exercice d'un recours administratif ou d'un recours juridictionnel ne suspend pas l'exécution de la décision administrative contestée.*

## DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE LA COHESION SOCIALE

### SOLIDARITE INSERTION

**Arrêté N° DDCS/SI/2011-159 du 16 décembre 2011 portant agrément pour l'exercice à titre individuel de l'activité de Mandataire Judiciaire à la Protection des Majeurs**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L. 472-1 et L. 472-2, R. 472-1 et R. 472-2 ;

VU la loi n°2007-308 du 5 mars 2007 portant réforme de la protection juridique des majeurs, notamment son article 44 ;

VU le schéma des mandataires judiciaires à la protection des majeurs et des délégués aux prestations familiales de Lorraine arrêté le 27 avril 2010 ;

VU le dossier déclaré complet le 11 Août 2011 présenté par Madame SESMAT Caroline née GERARD domiciliée 71 ter rue du bois le Prêtre 54380 DIEULOUARD, en vue d'obtenir l'agrément pour l'exercice à titre individuel de l'activité de mandataire judiciaire à la protection des majeurs, destinée à exercer des mesures de protection des majeurs au titre du mandat spécial auquel il peut être recouru dans le cadre de la sauvegarde de justice ou au titre de la curatelle, de la tutelle dans le ressort des tribunaux d'instance de Nancy, Lunéville et Briey ;

VU l'arrêté N°DDCS/SI/2010-74 du 16 Février 2010 fixant la liste des mandataires judiciaires à la protection des majeurs ;

VU l'avis favorable en date du 17 octobre 2011 du Procureur de la République près le tribunal de grande instance de Nancy ;

CONSIDERANT que Madame SESMAT Caroline satisfait aux conditions de moralité, d'âge, de formation et d'expérience professionnelle prévues par les articles L.471-4 et D. 471-3 du code de l'action sociale et des familles ;

CONSIDERANT que Madame SESMAT Caroline justifie d'une assurance en responsabilité civile dont les garanties sont susceptibles de couvrir les dommages que pourraient subir les personnes protégées du fait de son activité ;

CONSIDERANT que l'agrément s'inscrit dans les objectifs et répond aux besoins du schéma des mandataires judiciaires à la protection des majeurs et des délégués aux prestations familiales de Lorraine ;

SUR PROPOSITION du Directeur Départemental de la Cohésion Sociale ;

#### ARRETE

**Article 1er :** L'agrément mentionné à l'article L 472-1 du code de l'action sociale et des familles est accordé à Madame SESMAT Caroline née GERARD domiciliée 71 ter rue du bois de Prêtre 54380 DIEULOUARD pour l'exercice à titre individuel en qualité de mandataire judiciaire à la protection des majeurs de mesures de protection des majeurs au titre du mandat spécial auquel il peut être recouru dans le cadre de la sauvegarde de justice ou au titre de la curatelle ou de la tutelle, dans le ressort des tribunaux d'instance de Nancy, Lunéville et Briey.

L'agrément vaut inscription sur la liste des mandataires judiciaires à la protection des majeurs pour le ressort des tribunaux d'instance susmentionnés.

**Article 2 :** Tout changement concernant la nature et la consistance des garanties prévues par l'assurance en responsabilité civile, tout changement de catégorie de mesures de protection exercées ainsi que toute évolution du nombre de personnes qui exercent auprès du

mandataire judiciaire à la protection des majeurs les fonctions de secrétaire spécialisé donnent lieu à un nouvel agrément dans les conditions prévues aux articles R. 471-1 et R. 472-2 du code de l'action sociale et des familles.

**Article 3 :** Dans les deux mois de sa notification ou de sa publication, le présent arrêté peut faire l'objet soit d'un recours gracieux devant le préfet de Meurthe et Moselle, soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif, 5 Place Carrière – CO 38 - 54036 NANCY CEDEX.

**Article 4 :** Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe Moselle et le Directeur Départemental de la Cohésion Sociale de Meurthe et Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au demandeur et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 16 décembre 2011

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Secrétaire Général absent  
Christine BOEHLER

---

**Arrêté N° DDCS/SI/2011-160 du 16 décembre 2011 portant agrément pour l'exercice à titre individuel de l'activité de Mandataire Judiciaire à la Protection des Majeurs**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L. 472-1 et L. 472-2, R. 472-1 et R. 472-2 ;

VU la loi n°2007-308 du 5 mars 2007 portant réforme de la protection juridique des majeurs, notamment son article 44 ;

VU le schéma des mandataires judiciaires à la protection des majeurs et des délégués aux prestations familiales de Lorraine arrêté le 27 avril 2010 ;

VU le dossier déclaré complet le 24 octobre 2011 présenté par Madame COFFION Marie-Claire née RACIBOR domiciliée 72, rue Alexandre III 54170 COLOMBEY LES BELLES, en vue d'obtenir l'agrément pour l'exercice à titre individuel de l'activité de mandataire judiciaire à la protection des majeurs, destinée à exercer des mesures de protection des majeurs au titre du mandat spécial auquel il peut être recouru dans le cadre de la sauvegarde de justice ou au titre de la curatelle, de la tutelle dans le ressort des tribunaux d'instance de Nancy et Lunéville ;

VU l'arrêté N°DDCS/SI/2010-74 du 16 Février 2010 fixant la liste des mandataires judiciaires à la protection des majeurs ;

VU l'avis favorable en date du 18 novembre 2011 du Procureur de la République près le tribunal de grande instance de Nancy ;

CONSIDERANT que Madame COFFION Marie-Claire satisfait aux conditions de moralité, d'âge, de formation et d'expérience professionnelle prévues par les articles L.471-4 et D. 471-3 du code de l'action sociale et des familles ;

CONSIDERANT que Madame COFFION Marie-Claire justifie d'une assurance en responsabilité civile dont les garanties sont susceptibles de couvrir les dommages que pourraient subir les personnes protégées du fait de son activité ;

CONSIDERANT que l'agrément s'inscrit dans les objectifs et répond aux besoins du schéma des mandataires judiciaires à la protection des majeurs et des délégués aux prestations familiales de Lorraine ;

SUR PROPOSITION du Directeur Départemental de la Cohésion Sociale ;

**ARRETE**

**Article 1er :** L'agrément mentionné à l'article L 472-1 du code de l'action sociale et des familles est accordé à Madame COFFION Marie-Claire née RACIBOR domiciliée 72, rue Alexandre III 54170 COLOMBEY LES BELLES, pour l'exercice à titre individuel en qualité de mandataire judiciaire à la protection des majeurs de mesures de protection des majeurs au titre du mandat spécial auquel il peut être recouru dans le cadre de la sauvegarde de justice ou au titre de la curatelle ou de la tutelle, dans le ressort des tribunaux d'instance de Nancy et Lunéville.

L'agrément vaut inscription sur la liste des mandataires judiciaires à la protection des majeurs pour le ressort des tribunaux d'instance susmentionnés.

**Article 2 :** Tout changement concernant la nature et la consistance des garanties prévues par l'assurance en responsabilité civile, tout changement de catégorie de mesures de protection exercées ainsi que toute évolution du nombre de personnes qui exercent auprès du mandataire judiciaire à la protection des majeurs les fonctions de secrétaire spécialisé donnent lieu à un nouvel agrément dans les conditions prévues aux articles R. 471-1 et R. 472-2 du code de l'action sociale et des familles.

**Article 3 :** Dans les deux mois de sa notification ou de sa publication, le présent arrêté peut faire l'objet soit d'un recours gracieux devant le préfet de Meurthe et Moselle, soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif, 5 Place Carrière – CO 38 - 54036 NANCY CEDEX.

**Article 4 :** Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe Moselle et le Directeur Départemental de la Cohésion Sociale de Meurthe et Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au demandeur et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 16 décembre 2011

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Secrétaire Général absent  
Christine BOEHLER

---

**Arrêté N° DDCS/SI/2011-161 du 16 décembre 2011 portant agrément pour l'exercice à titre individuel de l'activité de Mandataire Judiciaire à la Protection des Majeurs**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L. 472-1 et L. 472-2, R. 472-1 et R. 472-2 ;

VU la loi n°2007-308 du 5 mars 2007 portant réforme de la protection juridique des majeurs, notamment son article 44 ;

VU le schéma des mandataires judiciaires à la protection des majeurs et des délégués aux prestations familiales de Lorraine arrêté le 27 avril 2010 ;

VU le dossier déclaré complet le 13 octobre 2011 présenté par Monsieur PIGEON Pierre domicilié 20, rue de Saurupt 54000 NANCY, en vue d'obtenir l'agrément pour l'exercice à titre individuel de l'activité de mandataire judiciaire à la protection des majeurs, destinée à exercer des mesures de protection des majeurs au titre du mandat spécial auquel il peut être recouru dans le cadre de la sauvegarde de justice ou au titre de la curatelle, de la tutelle dans les ressorts des tribunaux d'instance de Nancy et de Lunéville ;

VU l'arrêté N°DDCS/SI/2010-74 du 16 Février 2010 fixant la liste des mandataires judiciaires à la protection des majeurs ;

VU l'avis favorable en date du 18 novembre 2011 du Procureur de la République près le tribunal de grande instance de Nancy ;

CONSIDERANT que Monsieur PIGEON Pierre satisfait aux conditions de moralité, d'âge, de formation et d'expérience professionnelle prévues par les articles L.471-4 et D. 471-3 du code de l'action sociale et des familles ;

CONSIDERANT que Monsieur PIGEON Pierre justifie d'une assurance en responsabilité civile dont les garanties sont susceptibles de couvrir les dommages que pourraient subir les personnes protégées du fait de son activité ;

CONSIDERANT que l'agrément s'inscrit dans les objectifs et répond aux besoins du schéma des mandataires judiciaires à la protection des majeurs et des délégués aux prestations familiales de Lorraine ;

SUR PROPOSITION du Directeur Départemental de la Cohésion Sociale ;

**ARRETE**

**Article 1er** : L'agrément mentionné à l'article L 472-1 du code de l'action sociale et des familles est accordé à Monsieur PIGEON Pierre domicilié 20, rue de Saurupt 54000 NANCY pour l'exercice à titre individuel en qualité de mandataire judiciaire à la protection des majeurs de mesures de protection des majeurs au titre du mandat spécial auquel il peut être recouru dans le cadre de la sauvegarde de justice ou au titre de la curatelle ou de la tutelle, dans les ressorts des tribunaux d'instance de Nancy et Lunéville.

L'agrément vaut inscription sur la liste des mandataires judiciaires à la protection des majeurs pour les ressorts des tribunaux d'instance susmentionnés.

**Article 2** : Tout changement concernant la nature et la consistance des garanties prévues par l'assurance en responsabilité civile, tout changement de catégorie de mesures de protection exercées ainsi que toute évolution du nombre de personnes qui exercent auprès du mandataire judiciaire à la protection des majeurs les fonctions de secrétaire spécialisé donnent lieu à un nouvel agrément dans les conditions prévues aux articles R. 471-1 et R. 472-2 du code de l'action sociale et des familles.

**Article 3** : Dans les deux mois de sa notification ou de sa publication, le présent arrêté peut faire l'objet soit d'un recours gracieux devant le préfet de Meurthe et Moselle, soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif, 5 Place Carrière – CO 38 - 54036 NANCY CEDEX.

**Article 4** : Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe Moselle et le Directeur Départemental de la Cohésion Sociale de Meurthe et Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au demandeur et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 16 décembre 2011

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Secrétaire Général absent  
Christine BOEHLER

---

**Arrêté N° DDCS/SI/2011-162 du 16 décembre 2011 portant agrément pour l'exercice à titre individuel de l'activité de Mandataire Judiciaire à la Protection des Majeurs**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L. 472-1 et L. 472-2, R. 472-1 et R. 472-2 ;

VU la loi n°2007-308 du 5 mars 2007 portant réforme de la protection juridique des majeurs, notamment son article 44 ;

VU le schéma des mandataires judiciaires à la protection des majeurs et des délégués aux prestations familiales de Lorraine arrêté le 27 avril 2010 ;

VU le dossier déclaré complet le 07 octobre 2011 présenté par Monsieur DIVOUX Rémi domicilié 4, rue des Cristalleries 54112 VANNES LE CHATEL en vue d'obtenir l'agrément pour l'exercice à titre individuel de l'activité de mandataire judiciaire à la protection des majeurs, destinée à exercer des mesures de protection des majeurs au titre du mandat spécial auquel il peut être recouru dans le cadre de la sauvegarde de justice ou au titre de la curatelle, de la tutelle dans les ressorts des tribunaux d'instance de Nancy et de Lunéville ;

VU l'arrêté N°DDCS/SI/2010-74 du 16 Février 2010 fixant la liste des mandataires judiciaires à la protection des majeurs ;

VU l'avis favorable en date du 18 novembre 2011 du Procureur de la République près le tribunal de grande instance de Nancy ;

CONSIDERANT que Monsieur DIVOUX Rémi satisfait aux conditions de moralité, d'âge, de formation et d'expérience professionnelle prévues par les articles L.471-4 et D. 471-3 du code de l'action sociale et des familles ;

CONSIDERANT que Monsieur DIVOUX Rémi justifie d'une assurance en responsabilité civile dont les garanties sont susceptibles de couvrir les dommages que pourraient subir les personnes protégées du fait de son activité ;

CONSIDERANT que l'agrément s'inscrit dans les objectifs et répond aux besoins du schéma des mandataires judiciaires à la protection des majeurs et des délégués aux prestations familiales de Lorraine ;

SUR PROPOSITION du Directeur Départemental de la Cohésion Sociale ;

**ARRETE**

**Article 1er** : L'agrément mentionné à l'article L 472-1 du code de l'action sociale et des familles est accordé à Monsieur DIVOUX Rémi domicilié 4, rue des Cristalleries 54112 VANNES LE CHATEL pour l'exercice à titre individuel en qualité de mandataire judiciaire à la protection des majeurs de mesures de protection des majeurs au titre du mandat spécial auquel il peut être recouru dans le cadre de la sauvegarde de justice ou au titre de la curatelle ou de la tutelle, dans les ressorts des tribunaux d'instance de Nancy et Lunéville.

L'agrément vaut inscription sur la liste des mandataires judiciaires à la protection des majeurs pour le ressort des tribunaux d'instance susmentionnés.

**Article 2** : Tout changement concernant la nature et la consistance des garanties prévues par l'assurance en responsabilité civile, tout changement de catégorie de mesures de protection exercées ainsi que toute évolution du nombre de personnes qui exercent auprès du mandataire judiciaire à la protection des majeurs les fonctions de secrétaire spécialisé donnent lieu à un nouvel agrément dans les conditions prévues aux articles R. 471-1 et R. 472-2 du code de l'action sociale et des familles.

**Article 3** : Dans les deux mois de sa notification ou de sa publication, le présent arrêté peut faire l'objet soit d'un recours gracieux devant le préfet de Meurthe et Moselle, soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif, 5 Place Carrière – CO 38 - 54036 NANCY CEDEX.

**Article 4** : Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe Moselle et le Directeur Départemental de la Cohésion Sociale de Meurthe et Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au demandeur et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 16 décembre 2011

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Secrétaire Général absent  
Christine BOEHLER

---

**Arrêté N° DDCS/SI/2011-163 du 16 décembre 2011 portant agrément pour l'exercice à titre individuel de l'activité de Mandataire Judiciaire à la Protection des Majeurs**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L. 472-1 et L. 472-2, R. 472-1 et R. 472-2 ;

VU la loi n°2007-308 du 5 mars 2007 portant réforme de la protection juridique des majeurs, notamment son article 44 ;

VU le schéma des mandataires judiciaires à la protection des majeurs et des délégués aux prestations familiales de Lorraine arrêté le 27 avril 2010 ;

VU le dossier déclaré complet le 2 décembre 2011 présenté par Madame POCHARD Georgette née CASTILLO domiciliée 27, rue Jean Mermoz 54700 JEZAINVILLE en vue d'obtenir l'agrément pour l'exercice à titre individuel de l'activité de mandataire judiciaire à la protection

des majeurs, destinée à exercer des mesures de protection des majeurs au titre du mandat spécial auquel il peut être recouru dans le cadre de la sauvegarde de justice ou au titre de la curatelle, de la tutelle dans le ressort du tribunal d'instance de Nancy ;  
VU l'arrêté N°DDCS/SI/2010-74 du 16 Février 2010 fixant la liste des mandataires judiciaires à la protection des majeurs ;  
VU l'avis favorable en date du 21 Octobre 2011 du Procureur de la République près le tribunal de grande instance de Nancy ;  
CONSIDERANT que Madame POCHARD Georgette satisfait aux conditions de moralité, d'âge, de formation et d'expérience professionnelle prévues par les articles L.471-4 et D. 471-3 du code de l'action sociale et des familles ;  
CONSIDERANT que Madame POCHARD Georgette justifie d'une assurance en responsabilité civile dont les garanties sont susceptibles de couvrir les dommages que pourraient subir les personnes protégées du fait de son activité ;  
CONSIDERANT que l'agrément s'inscrit dans les objectifs et répond aux besoins du schéma des mandataires judiciaires à la protection des majeurs et des délégués aux prestations familiales de Lorraine ;  
SUR PROPOSITION du Directeur Départemental de la Cohésion Sociale ;

#### ARRETE

**Article 1er** : L'agrément mentionné à l'article L 472-1 du code de l'action sociale et des familles est accordé à Madame POCHARD Georgette née CASTILLO domiciliée 27, rue Jean Mermoz 54700 JEZAINVILLE, pour l'exercice à titre individuel en qualité de mandataire judiciaire à la protection des majeurs de mesures de protection des majeurs au titre du mandat spécial auquel il peut être recouru dans le cadre de la sauvegarde de justice ou au titre de la curatelle ou de la tutelle, dans le ressort du tribunal d'instance de Nancy.

L'agrément vaut inscription sur la liste des mandataires judiciaires à la protection des majeurs pour le ressort du tribunal d'instance susmentionné.

**Article 2** : Tout changement concernant la nature et la consistance des garanties prévues par l'assurance en responsabilité civile, tout changement de catégorie de mesures de protection exercées ainsi que toute évolution du nombre de personnes qui exercent auprès du mandataire judiciaire à la protection des majeurs les fonctions de secrétaire spécialisé donnent lieu à un nouvel agrément dans les conditions prévues aux articles R. 471-1 et R. 472-2 du code de l'action sociale et des familles.

**Article 3** : Dans les deux mois de sa notification ou de sa publication, le présent arrêté peut faire l'objet soit d'un recours gracieux devant le préfet de Meurthe et Moselle, soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif, 5 Place Carrière – CO 38 - 54036 NANCY CEDEX.

**Article 4** : Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe Moselle et le Directeur Départemental de la Cohésion Sociale de Meurthe et Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au demandeur et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 16 décembre 2011

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Secrétaire Général absent  
Christine BOEHLER

#### **Arrêté N° DDCS/SI/2011-164 du 16 décembre 2011 modifiant et complétant l'arrêté n° DDCS/SI/2010-74 du 16 février 2010 fixant la liste provisoire des mandataires judiciaires du département de Meurthe-et-Moselle**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L. 471-2 et L. 474 – 1 du code de l'action sociale et des familles ;  
VU la loi n° 2007-308 du 5 mars 2007 portant réforme de la protection juridique des majeurs, notamment ses articles 44 et 45 ;  
VU la loi n° 2009-526 du 12 mai 2009 de simplification et de clarification du droit et d'allègement des procédures et notamment son article 116, § IV modifiant la loi 2007-308 du 5 mars 2007 ;  
VU le décret n° 2008-1512 du 30 décembre 2008 fixant les modalités d'inscription sur les listes prévues aux articles L 471-2, L 471-3, L 474-1 et L 474-2 du code de l'action sociale et des familles ;  
VU l'arrêté préfectoral n° DDCS/SI/2010-74 du 16 février 2010 fixant la liste provisoire des mandataires judiciaires (MJPM) du département de Meurthe et Moselle ;  
VU les arrêtés préfectoraux des 7 février 2011, 1er mars 2011, 10 mars 2011, 14 avril 2011, 6 septembre 2011 et 18 octobre 2011 complétant l'arrêté susvisé du 16 février 2010 fixant la liste provisoire des MJPM de Meurthe et Moselle ;  
VU l'arrêté préfectoral n° DDCS/SI/2011-159 du 16/12/2011 portant agrément de Madame SESMAT Caroline née GERARD pour l'exercice à titre individuel de l'activité de Mandataire Judiciaire à la Protection des Majeurs ;  
VU l'arrêté préfectoral n° DDCS/SI/2011-160 du 16/12/2011 portant agrément de Madame COFFION Marie-Claire née RACIBOR pour l'exercice à titre individuel de l'activité de Mandataire Judiciaire à la Protection des Majeurs ;  
VU l'arrêté préfectoral n° DDCS/SI/2011-161 du 16/12/2011 portant agrément de Monsieur PIGEON Pierre pour l'exercice à titre individuel de l'activité de Mandataire Judiciaire à la Protection des Majeurs ;  
VU l'arrêté préfectoral n° DDCS/SI/2011-162 du 16/12/2011 portant agrément de Monsieur DIVOUX Rémi pour l'exercice à titre individuel de l'activité de Mandataire Judiciaire à la Protection des Majeurs ;  
VU l'arrêté préfectoral n° DDCS/SI/2011-163 du 16/12/2011 portant agrément de Madame POCHARD Georgette née CASTILLO pour l'exercice à titre individuel de l'activité de Mandataire Judiciaire à la Protection des Majeurs ;  
VU la déclaration du Centre Hospitalier Intercommunal de Pompey – Lay-Saint-Christophe pour la désignation de Madame MAIRE Marielle en date du 20/08/2011 et déclarée complète le 30/08/2011 ;  
VU la déclaration du Carrefour d'Accompagnement Public Social (CAPS) de Rosières-aux-Salines pour les désignations de Madame BRULLIARD Véronique, Madame CHACHAY Emmanuella née RUSE, Madame FRICADEL Amélia, Madame MEUNIER Virginie en date du 03/10/2011 et déclarées complètes le 07/11/2011 sur avis favorable du Procureur de la République en date du 18/11/2011 ;  
VU la déclaration de la maison de retraite St François d'Assise de Pont à Mousson pour la désignation de Madame BRENOT Nelly née STRUB en date du 06/10/2011 et déclarée complète le 20/10/2011 ;  
VU la déclaration du Centre de moyen séjour de Faulx pour la désignation de Madame GIRARD Agnès née DONNOT en date du 19/10/2011 et déclarée complète le 24/10/2011 ;  
VU la déclaration de la maison de retraite de Gerbéviller pour la désignation de Madame LAURENT Isabelle née MICHEL en date du 12/10/2011 et déclarée complète le 19/10/2011 ;  
SUR PROPOSITION du Directeur Départemental de la Cohésion Sociale ;

#### ARRETE

**Article 1er** : La liste provisoire des personnes habilitées pour être désignées en qualité de mandataire judiciaire à la protection des majeurs par les juges des tutelles pour exercer des mesures de protection des majeurs au titre de la tutelle, de la curatelle ou du mandat spécial auquel il peut être recouru dans le cadre de la sauvegarde de justice, fixée par l'arrêté préfectoral n° DDCS/SI/2010-74 du 16 février 2010, est modifiée et complétée comme suit :

1° Tribunal d'instance de Nancy

a) pendant le délai mentionné au I, II et IV de l'article 44 de la loi du 5 mars 2007 mentionné ci-dessus

III) personnes physiques et service préposés d'établissement,

Sont radiées de la liste les personnes suivantes :

- Madame BRABLAY Pauline née MEXIQUE préposé à la maison de retraite 2, rue Henry Poulet BP 17 à THIAUCOURT,

- Madame DELICOURT Yvette préposé au Centre Hospitalier spécialisé ; 3 rue du jeu de paume 54210 SAINT NICOLAS DE PORT,  
b) au titre de l'article L 471-2 du code de l'action sociale et des familles :

II) Personnes physiques exerçant à titre individuel :

Sont ajoutées à la liste les personnes suivantes :

- Mme SESMAT Caroline née GERARD domiciliée 71 ter rue du bois de Prêtre 54380 DIEULOUARD
- Mme COFFION Marie-Claire née RACIBOR domiciliée 72, rue Alexandre III 54170 COLOMBEY LES BELLES
- M. PIGEON Pierre domicilié 20, rue de Saurupt 54000 NANCY
- M. DIVOUX Rémi domicilié 4, rue des Cristalleries 54112 VANNES LE CHATEL
- Mme POCHARD Georgette née CASTILLO domiciliée 27, rue Jean Mermoz 54700 JEZAINVILLE

III) Personnes physiques et service préposés d'établissement :

Sont ajoutées à la liste les personnes suivantes :

- Madame MAIRE Marielle préposé d'établissement du Centre Hospitalier Intercommunal Pompey-Lay-Saint-Christophe 3, rue de l'avant-garde BP 59 - 54340 POMPEY,
- Madame BRULLIARD Véronique, Madame CHACHAY Emmanuella née RUSE, Madame FRICADEL Amélia, Madame MEUNIER Virginie préposés d'établissement au Carrefour d'Accompagnement Public Social (CAPS), 4, rue de Léon Parisot 54110 ROSIERES AUX SALINES,
- Madame BRENOT Nelly née STRUB préposé d'établissement à la Maison de retraite St François d'Assise 54710 PONT A MOUSSON,
- Par convention Madame BRENOT Nelly née STRUB intervient auprès de la maison de retraite 2, rue Henri Poulet - BP 17 - 54470 THIAUCOURT,
- Madame GIRARD Agnès née DONNOT préposé d'établissement au centre de moyen séjour 54760 FAULX

2° Tribunal d'instance de LUNEVILLE

a) pendant le délai mentionné au I, II et IV de l'article 44 de la loi du 5 mars 2007 mentionné ci-dessus

III) personnes physiques et service préposés d'établissement,

Est radiée de la liste la personne suivante :

- Madame DELICOURT Yvette préposée par convention au Centre Hospitalier de LUNEVILLE 53, rue de Villers 54300 LUNEVILLE

b) au titre de l'article L 471-2 du code de l'action sociale et des familles :

II) Personnes physiques exerçant à titre individuel :

Sont ajoutées à la liste les personnes suivantes :

- Mme SESMAT Caroline née GERARD domiciliée 71 ter rue du bois de Prêtre 54380 DIEULOUARD
- Mme COFFION Marie-Claire née RACIBOR domiciliée 72, rue Alexandre III 54170 COLOMBEY LES BELLES
- M. PIGEON Pierre domicilié 20, rue de Saurupt 54000 NANCY
- M. DIVOUX Rémi domicilié 4, rue des Cristalleries 54112 VANNES LE CHATEL

III) Personnes physiques et service préposés d'établissement

Sont ajoutées à la liste les personnes suivantes :

- Madame BRULLIARD Véronique, Mme CHACHAY Emmanuella née RUSE, Madame FRICADEL Amélia, Mme MEUNIER Virginie préposés d'établissement au Carrefour d'Accompagnement Public Social (CAPS), 4, rue de Léon Parisot 54110 ROSIERES AUX SALINES,
- Par convention Mme CHACHAY Emmanuella née RUSE du CAPS ROSIERES AUX SALINES intervient auprès du CH de LUNEVILLE, 53 rue de Villers

- Madame LAURENT Isabelle née MICHEL préposé d'établissement à la maison de retraite 1, ruelle au Jard 54830 GERBEVILLER

3° Tribunal d'instance de BRIEY

b) au titre de l'article L 471-2 du code de l'action sociale et des familles :

II) Personnes physiques exerçant à titre individuel :

Est ajoutée à la liste la personne suivante :

- Mme SESMAT Caroline domiciliée 71 ter rue du bois de Prêtre 54380 DIEULOUARD

III) Personnes physiques et service préposés d'établissement

Sont ajoutées à la liste les personnes suivantes :

- Madame BRULLIARD Véronique, Mme CHACHAY Emmanuella née RUSE, Madame FRICADEL Amélia, Mme MEUNIER Virginie préposés d'établissement au CAPS, 4, rue de Léon Parisot 54110 ROSIERES AUX SALINES.

**Article 2 :** La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès de Monsieur le Préfet de Meurthe-et-Moselle, soit hiérarchique auprès du Ministre chargé des solidarités et de la cohésion sociale, dans les deux mois à compter de sa notification.

Un recours contentieux peut être déposé auprès du Tribunal Administratif, 5 place Carrière CO 38 - 54036 NANCY CEDEX, également dans un délai de deux mois à compter de la notification, ou dans le délai de deux mois à partir de la réponse de l'administration si un recours administratif a été déposé, l'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois valant rejet implicite

**Article 3 :** Une ampliation du présent arrêté sera notifiée :

- aux intéressés
- aux procureurs de la République près les tribunaux de grande instance de NANCY et de BRIEY
- aux juges des tutelles – tribunaux d'instance de NANCY, LUNEVILLE et BRIEY

**Article 4 :** Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le directeur départemental de la Cohésion Sociale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 16 décembre 2011

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Secrétaire Général absent  
Christine BOEHLER

---

## **AVIS ET COMMUNICATIONS**

### **SERVICES DECONCENTRES**

### **DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES**

#### **AMENAGEMENT DURABLE, URBANISME ET RISQUES**

##### *Unité affaires transversales et contentieux*

**Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 47082 du 3 janvier 2012 autorisant OPI/BE à exécuter des travaux sur la commune de Xonville**

Par arrêté préfectoral n° 47082 en date du 3 janvier 2012, OPI/BE, centre d'affaire Blenovista, rue de Maidières à 54700 BLENOD LES PONT A MOUSSON, a été autorisée à exécuter les travaux en vue du renforcement du réseau BTA souterrain. Remplacement du poste cabine haute par un poste PSSA 250 kva, Grande Rue, sur la commune de XONVILLE.

**Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 58257 du 3 janvier 2012 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Toul**

Par arrêté préfectoral n° 58257 en date du 3 janvier 2012, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de l'alimentation TJ 100 kva poste HTB Croix de Metz EDF EN France RD 191, route de Villey Saint Etienne – pôle industriel 2071, sur la commune de TOUL.

